La Lettre de la FONDATION de la RÉSISTANCE

Reconnue d'utilité publique par Décret du 5 mars 1993
Sous le Haut Patronage du Président de la République

Numéro spécial - n° 23 - décembre 2000 - 20 F

**La Fondation de la Résistance,
la Fondation pour la Mémoire de la Déportation et
la Fondation Charles de Gaulle,**
présentent leur dossier pédagogique préparatoire au

CONCOURS NATIONAL DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION

THÈME NATIONAL 2000-2001

«Née de réactions spontanées et éparses, d'engagements divers, la Résistance française a évolué suivant des formes multiples et s'est unifiée autour de valeurs communes afin de libérer le territoire. Suivant les ressources dont vous disposerez localement, vous montrerez comment la France libre et les résistants de l'intérieur se sont organisés pour aboutir à la victoire.»

SOMMAIRE

La Lettre de la Fondation de la Résistance numéro 23 décembre 2000

Préfaces 3
Introduction 4
Note aux lecteurs 5

Refuser la défaite et l'humiliation
RÉSISTER 6

A. Le contexte 7
B. Le temps des pionniers 8
C. La diversité des motivations 11

Pour continuer le combat
S'ORGANISER 16

A. La France Libre 17
B. En France : les mouvements et réseaux 18
C. Les partis politiques 19
D. Mille façons de résister 20
E. Des difficultés multiples 24

Vers la victoire
S'UNIR ET TRIOMPHER 26

A. Les relations Résistance intérieure, France Libre et la mission Jean Moulin 27
B. Les étapes de l'unification 28
C. La France libérée 29

La Résistance
ÉCOLE DE CITOYENNETÉ 30

A. L'application du programme du CNR 30
B. Les valeurs universelles de la Résistance 30
Bilan 31

Chronologie 32
Orientation bibliographique 34

Remerciements 36

Renseignements utiles

Participation et inscription
Peuvent participer à ce concours les élèves :
- de collèges (classes de troisième) ;
- de lycées d'enseignement général et technologique ;
- de lycées professionnels ;
- d'établissements d'enseignement agricole ;
- d'établissements relevant du ministère de la Défense ;
- d'établissements français à l'étranger ;

publics et privés sous contrat.

Vous pouvez vous inscrire auprès de votre chef d'établissement.

Conditions de réalisation
Nous attirons votre attention sur le fait que ne vous est communiqué que le thème national (figurant sur la couverture de ce dossier) pour les travaux collectifs.
Les sujets des épreuves individuelles proposés par les jurys départementaux peuvent privilégier certains aspects du thème général.

La date des épreuves a été fixée au **jeudi 15 mars 2001**.
Les devoirs individuels doivent être réalisés à cette date, en classe, sous surveillance, en temps limité à partir des sujets fournis par le jury départemental, les candidats ne devant disposer d'aucun document personnel.
En revanche, les travaux collectifs peuvent être préparés dès le premier trimestre à partir du thème national. Compte tenu des évolutions technologiques, il convient de favoriser largement l'utilisation de nouveaux supports : cassettes vidéo, cédérom, site internet.
La démarche personnelle et active de recherche de témoignages auprès d'anciens résistants et déportés devra être privilégiée. De même, il conviendra de faire émerger la diversité des formes de résistance, de répression et de persécution liée aux spécificités locales.
À cet égard, des conférences préparatoires peuvent être organisées, dans votre établissement, par des résistants et des déportés.

CONCOURS DE LA MEILLEURE PHOTOGRAPHIE D'UN LIEU DE MÉMOIRE

Les Fondations « de la Résistance », « pour la Mémoire de la Déportation » et « Charles de Gaulle » organiseront, après les résultats du Concours National de la Résistance et de la Déportation 2000-2001, un concours de la meilleure photographie d'un lieu de mémoire de la Résistance. À cette fin, mesdames et messieurs les professeurs concernés sont sollicités pour opérer cette sélection et adresser ces documents (deux photographies maximum par candidat) avant le 30 juin 2001, en ayant soin de faire figurer au dos les noms et coordonnées de leurs auteurs ainsi que la légende de la photographie, à :
Les Fondations « de la Résistance » et « pour la Mémoire de la Déportation » - Concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire - ***Hôtel National des Invalides - Corridor de Metz, Esc. K - 75700 PARIS 07 S.P.***
À l'issue de la sélection par notre jury les documents ne seront pas retournés. Les trois meilleures photographies seront diffusées sur les sites de la Fondation Charles de Gaulle (www.charles-de-gaulle.org) et de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation (http : //www.fmd.assoc.fr).

Vous disposez également d'informations et de documentation sur les sites internet de la Fondation Charles de Gaulle (www.charles-de-gaulle.org) et de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation (http : //www.fmd.assoc.fr).

La date limite de remise des devoirs : le 23 mars 2001
Les devoirs individuels et les travaux collectifs seront adressés par votre établissement scolaire à l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale.

Les résultats et la remise des prix
Les lauréats départementaux recevront leur prix lors d'une cérémonie organisée au chef lieu du département le 8 mai 2001 (ou a une date voisine).
Les meilleurs devoirs seront sélectionnés par département pour être présentés au jury national. Les lauréats nationaux seront récompensés par d'importants prix au cours d'une cérémonie officielle à Paris.

Pour plus de renseignements se référer au Bulletin Officiel de l'Éducation Nationale n° 31 du 7 septembre 2000.

Préfaces

Juin 1940. J'avais votre âge lorsque j'ai assisté à l'effondrement de notre Nation. Je ne pus supporter l'iniquité de l'occupation où les valeurs fondatrices de notre civilisation étaient systématiquement bafouées.
Pour nous les jeunes, cette situation était intolérable et nous ne pouvions croire que cet état de fait était définitif.
La Résistance, c'était d'abord le refus d'admettre que la France était vaincue.
Isolés au départ, toutes les humiliations répétées dont nous étions victimes ou témoins nous décidèrent rapidement « à faire quelque chose ».
Prononcé le 18 juin 1940 à Londres, l'Appel du général de Gaulle était pour nous comme une forme de mobilisation.
Sans moyen, sans expérience, mais avec la force de notre conviction, nous avons décidé de relever le glaive brisé de notre armée.
Peu à peu ce refus initial d'une poignée a trouvé un écho au sein de la population. Les initiatives sporadiques qui parsemèrent le territoire se fédérèrent peu à peu, des contacts avec nos camarades qui avaient rejoint les Forces Françaises Libres nous rendirent plus forts.
Puis vient l'unification de ce vaste mouvement grâce à Jean Moulin, délégué du général de Gaulle qui nous permit de forger l'instrument qui participa à la Victoire aux côtés de nos alliés.
Bien sûr, les méandres de l'action clandestine étaient parsemés de difficultés et de dangers.
J'ai connu ainsi comme beaucoup de mes camarades la descente aux enfers : arrestation, interrogatoire, emprisonnement puis la déportation.
C'est cette épopée fondatrice de notre histoire nationale, accomplie par une cohorte de volontaires qui, à l'appel du général de Gaulle, avait accepté tous ces risques au nom de l'intérêt général, que nous vous proposons aujourd'hui de découvrir à l'occasion de la 39e édition du Concours National de la Résistance et de la Déportation.

Jean Mattéoli
Président de la Fondation de la Résistance

Jeunes, en étudiant l'engagement des hommes et des femmes dans la Résistance, n'oubliez pas qu'ils ont accepté la voie du risque, du danger, de la souffrance. Ils ont accepté de perdre leur vie pour une cause plus importante à leurs yeux que leur avenir personnel, celui de la liberté de leur nation, du rétablissement des valeurs fondamentales incarnées par la devise de la République française abolie par le gouvernement collaborateur : Liberté, Égalité, Fraternité.
Le nazisme rejetait totalement le principe des Droits de l'Homme.
Ils défendaient le respect de tout être humain.
Le chemin le plus douloureux de la libération est passé par celui des pelotons d'exécution et des camps de concentration nazis où trente-neuf Compagnons de la Libération ont été déportés, dont douze y sont morts.
Nous, les survivants, apportons aux jeunes de l'an 2000 les paroles de ceux qui avaient leur âge, de 16 à 20 ans entre 1940 et 1945, mes contemporains d'alors. Celles de deux des cinq lycéens de Buffon, fusillés en 1943 : « Nous allons mourir le sourire aux lèvres car c'est pour le plus bel idéal » (Lucien Legros), « J'ai lutté pour une vie meilleure, la vie sera belle. Nous partons en chantant » (Pierre Benoît) ». Voici aussi le message de Guy Moquet, le plus jeune fusillé de Chateaubriant, 1941, à 17 ans, « Vous qui demeurez, soyez dignes de nous qui allons mourir »
Que la mémoire des causes pour lesquelles les résistants se sont engagés aident les jeunes générations à demeurer fidèles aux valeurs de la Résistance.

Marie-José Chombart De Lauwe
Présidente de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation

Lorsque le 18 juin 1940, le général de Gaulle parle au micro de la BBC, c'est un homme seul qui appelle à continuer le combat. La France est vaincue, occupée, humiliée.
« L'espérance doit-elle disparaître » demande-t-il ? Non bien sûr, et il appelle les officiers, les soldats, les ingénieurs, les ouvriers à venir le rejoindre à Londres. La France libre est née et plus que les moyens, c'est l'esprit de Résistance, le refus de l'humiliation et de la défaite qui anime ces hommes et ces femmes qui partent pour l'inconnu. La flamme de la Résistance est alors bien faible…
De libre, elle devient combattante…
Peu à peu, à l'intérieur du pays se constituent des réseaux, hommes, femmes, jeunes, moins jeunes, Français, étrangers participent à l'effort de lutte contre l'occupant.
Grâce à eux, la flamme de la Résistance se ravive et finit par éclairer le chemin vers la Libération.
C'est le souvenir de ces résistants qu'entend transmettre la Fondation Charles de Gaulle aux jeunes générations, grâce entre autres au Concours National de la Résistance et de la Déportation.

Jean Foyer
Président de la Fondation Charles de Gaulle

Introduction

Définition de la notion de Résistance

Mai-juin 1940, la France est envahie par les armées allemandes puis italiennes. Elle subit, sur son territoire métropolitain, un désastre militaire sans précédent qui ouvre la voie à l'armistice, à la perte d'indépendance nationale et à la chute de la IIIe république : l'État français qui sera dirigé par Philippe Pétain est un État autoritaire qui choisit la voie de la collaboration.

• La Résistance est dès les premiers jours un refus, celui d'accepter comme définitive cette situation. À chaque individu se pose la question de son engagement dans l'action ; « résister » ou se soumettre à l'occupation étrangère ?, « résister » ou accepter la fin des libertés fondamentales, de l'indépendance nationale ?

Car le drapeau à croix gammée qui flotte sur la France occupée, n'est pas un quelconque étendard national, Hitler n'est pas un chef d'État ordinaire, l'ordre nazi qu'il veut imposer aux territoires conquis est celui d'un totalitarisme pangermanique fondé sur une idéologie raciste niant les libertés fondamentales et adoptant comme postulat celui de l'inégalité fondamentale entre les hommes.

Pour poursuivre le combat, chacun s'engagera volontairement avec sa personnalité, sa sensibilité, ses conceptions philosophiques, politiques, religieuses, son expérience. Pour beaucoup, cette attitude de l'esprit transcende les engagements politiques antérieurs.

• La Résistance secrète ses propres valeurs :

- la croyance en l'homme et en sa capacité de modifier son destin, car il doit prendre des risques pour lui-même et pour les autres.
- la croyance en l'homme citoyen, car faire de la résistance c'est se mêler des affaires de la Nation ; l'usage des pseudonymes ne répond pas seulement à des règles de sécurité, il symbolise le changement d'identité de chacun et sa nouvelle place dans la société. L'engagement dans le combat s'explique par une double motivation fondamentale : réflexe patriotique et défense de l'homme.

• Les récentes études historiques ont porté un regard nouveau sur la Résistance, délaissant la légende Héroïsme, figures mythiques, chef hautement charismatique, pour l'approche de sa réalité sociologique. Dépassons l'opposition simpliste entre une résistance ultra-minoritaire et une masse des Français « attentistes » ; si la Résistance organisée n'a guère concerné plus de un ou deux pour cent de la population (446 000 cartes de Combattant Volontaire de la Résistance - C.V.R. - ont été décernées à ce jour, le nombre de combattants des Forces Françaises de l'Intérieur - F.F.I.- était de 500 000 à la Libération), elle n'a pu survivre et se développer qu'avec le concours d'une partie grandissante de la population.

RÉSISTANCE

N° 1 du journal *Résistance* édité par le réseau du Musée de l'Homme le 15 décembre 1940

« Résister ! C'est le cri qui sort de votre cœur à tous, dans la détresse où vous a laissé le désastre de la Patrie. C'est le cri de vous tous qui ne vous résignez pas, de vous tous qui voulez faire votre devoir.
Mais, vous vous sentez isolés et désarmés, et dans le chaos des idées, des opinions et des systèmes, vous cherchez où est votre devoir. Résister, c'est déjà garder son cœur et son cerveau. Mais c'est surtout agir, faire quelque chose qui se traduise en faits positifs, en actes raisonnés et utiles. Beaucoup ont essayé, et souvent se sont découragés en se voyant impuissants. D'autres se sont groupés. Mais souvent leurs groupes se sont trouvés à leur tour isolés et impuissants. »

Qui sont ces hommes et ces femmes qui, à différents titres et dans des circonstances très diverses, ont décidé de résister ? Comment, « partis de rien », les clandestins recrutent-ils et parviennent-ils à former des organisations couvrant tout le territoire ? Comment ceux qui continuent le combat hors du territoire métropolitain organisent-ils la France Libre ? Quelles relations ces organisations entretiennent-elles avec la population, comment parviennent-elles à s'unir pour triompher ?

La Résistance n'est pas qu'un combat, elle est aussi une attitude de l'esprit

« La Résistance fut, d'abord, une lutte patriotique pour la Libération de la Patrie, et, pour beaucoup, cet objectif fut le seul. Mais l'occupant n'est pas seulement le militaire ennemi, il amène dans ses fourgons une doctrine et un régime politique qui se révèlent la négation de la civilisation occidentale. Aussi bien, la Résistance est aussi une lutte pour la liberté et la dignité de l'homme, contre le totalitarisme (…) La Résistance n'est pas une organisation dont on est membre.(…) C'est une attitude d'esprit qui fait désirer accomplir un acte, courir un risque. (…)»

Henri Michel, *Les mouvements clandestins en Europe*, Paris, P.U.F., Que sais-je ?, 1961, p. 10-11.

Les valeurs universelles de la Résistance

Petits-enfants de cette génération, nous croyons qu'il y a dans la Résistance un message : les valeurs universelles de la Résistance, que nous avons définies comme celles des motivations, conscientes ou inconscientes, de l'engagement dans la Résistance qui peuvent prétendre à l'universalité.

Les résistants frappent en effet par leur diversité : diversité de leurs origines sociales,

culturelles, politiques, religieuses, géographiques : diversité de la forme de leur engagement et de son moment : diversité des raisons qui ont pu motiver cet engagement. Et pourtant, ils ont en commun d'avoir tous désobéi et de l'avoir fait en obéissant à des valeurs communes qui les unissent et dont l'importance nous unit à eux.

Elles ont pu évoluer : certaines ont perdu de leur force ou prennent aujourd'hui un caractère historiquement marqué ; d'autres au contraire qui pouvaient ne pas être conscientes ont pu apparaître ; d'autres enfin ont vu leur sens changer. Nous avons identifié celles auxquelles nous donnons une portée universelle, celles qui nous disent pourquoi on résiste.

On résiste parce que l'on est Français et soucieux de l'honneur de son pays. Notre pays en 1940 a été humilié par la défaite et l'occupation ; aujourd'hui et demain son honneur serait bafoué si les valeurs que représente notre pays se retrouvaient piétinées.

On résiste parce que l'on est un citoyen. La Résistance est une idée de la République et le résistant une identification du républicain, citoyen responsable et conscient de la nécessité qu'il y a de prendre en mains les affaires publiques. Elle est une incarnation de la démocratie et de son fondement qu'est la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

On résiste parce que l'on est un citoyen du monde qui doit partager avec ses voisins des valeurs communes permettant de construire une amitié et une solidarité nécessaire à sa pérennité et à sa défense. La Résistance est le creuset de la construction européenne.

On résiste parce que l'on est un être humain et que la Résistance incarne des valeurs humanistes, où la puissance de l'individu qui, conscient de son honneur, décide de s'engager rencontre la solidarité et la confiance. Peut alors s'exprimer le souci de liberté face à un régime policier, face à des lois qui violent ce corps commun et universel. L'humanisme se retrouve aussi dans des valeurs sociales, la tolérance, l'ouverture à l'étranger, aux autres religions et cultures. Le résistant reconnaît le droit de chacun à vivre pleinement dans sa dignité d'être humain.

On résiste parce que l'on espère. Sur l'enthousiasme de sa jeunesse d'esprit, sur la force de ses convictions, sur la confiance dans un avenir que l'on prend soi-même à charge, peut se fonder un espoir.

On résiste parce que l'on veut s'engager, sachant qu'au lieu de se laisser porter par le mouvement quotidien on doit réagir et réfléchir sur le sens de ce qui nous entoure. Alors que tout l'incite à l'inaction, le résistant réagit, hier, aujourd'hui et demain, individuellement mais pour le maintien de valeurs collectives et universelles.

Texte rédigé par l'Association Nationale des Lauréats du Concours de la Résistance et de la Déportation

Monument Jean Moulin, dit *le glaive brisé* à Chartres (Eure-et-Loir).

Note aux lecteurs

* Les astérisques renvoient à la liste des sigles ci-dessous

Ces fonds signalent les textes de **sources contemporaines**

Ces fonds signalent les textes d'**historiens**

Ces fonds signalent les **témoignages**

LISTE DES SIGLES

A.G.E. • *Agrupación de guérilleros españoles.* Groupement clandestin de guérilleros espagnols.

A.M.G.O.T. • *Allied Military Government for Occupied Territories.* L'administration militaire alliée des territoires occupés avait été expérimentée en juillet 1943 dans la Sicile libérée. Les Anglo-Saxons y avaient interdit toute vie politique.

A.S. • Armée secrète. Rassemble les unités paramilitaires des mouvements non communistes.

B.I.P. • Bureau (clandestin) d'information et de presse.

B.O.A. • Bureau des opérations aériennes.

B.B.C. • *British Broadcasting Corporation* (radiodiffusion britannique).

B.C.R.A. • Bureau central de renseignements et d'action.

C.D.L. • Comité départemental de libération (création : automne 1943).

C.F.L.N. • Comité français de libération nationale.

C.F.T.C. • Confédération française des travailleurs chrétiens.

C.G.T. • Confédération générale du travail.

C.I.D. • Centre d'information et de documentation.

C.N.D. • Confrérie Notre-Dame puis Confrérie Notre-Dame-Castille.

C.N.R. • Conseil national de la Résistance. Créé par Jean Moulin en mai 1943. Sous sa présidence étaient réunis les représentants de huit mouvements de résistance, de six partis politiques et de deux syndicats. Le C.N.R. montra au monde entier l'union de toute la Résistance groupée derrière le général de Gaulle ce qui aida celui-ci à asseoir son autorité.

C.N.C.V.R. • Confédération nationale des combattants volontaires de la Résistance.

C.O.M.A.C • Comité d'action militaire.

D.B. • Division blindée.

D.F. • Défense de la France.

D.I. • Division d'infanterie.

F.A.F.L. • Forces aériennes françaises libres.

F.F.C. • Forces françaises combattantes (création : 14 juillet 1942).

F.F.I. • Forces françaises de l'Intérieur. Constitués en février 1944 par la fusion de l'A.S., des F.T.P., de l'O.R.A. et des maquis.

F.F.L. • Forces françaises libres.

F.N. • Le Front national de lutte pour la libération et l'indépendance de la France est créé en 1941, il générera les F.T.P.

F.N.F.L. • Forces navales françaises libres.

F.T.P.F. • Franc-tireurs et partisans français. Rassemblement des unités paramilitaires de la mouvance communiste.

F.U.J. • Forces unies de la jeunesse.

G.P.R.F. • Gouvernement provisoire de la République française.

I.S. • *Intelligence Service* (service secret britannique). En place en France dès 1940.

L.V.F. • Légion des volontaires français (contre le bolchévisme).

M.L.N. • Mouvement de libération nationale.

M.O.I. • Main d'œuvre Immigrée.

M.U.R. • Mouvements unis de la Résistance.

N.A.P. • Noyautage des administrations publiques.

O.C.M. • Organisation civile et militaire.

O.N.U. • Organisation des Nations Unies.

O.R.A. • Organisation de résistance de l'armée.

O.S.S. • Office of Strategic Services (services spéciaux américains en place à partir de 1943 en France).

P.C.F. • Parti communiste français.

P.O.W.N. • *Polska Organizacja Walkio Niepodleglosc* (Organisation polonaise de lutte pour l'indépendance).

R.A.F. • Royal Air Force (aviation militaire britannique).

S.A.P. • Section des atterrissages et parachutages (recherche de terrains de parachutage ou d'atterrissage, constitution d'équipes pour les réceptions).

S.A.S. • *Special Air Service.* Commando parachutiste destiné à participer au soulèvement national en aidant la Résistance et à engager des opérations ponctuelles.

S.F.I.O. • Section française de l'Internationale ouvrière (parti socialiste français).

S.N.C.F. • Société Nationale des Chemins de Fer Français.

S.O.E. • *Special Operations Executive* (Services des opérations spéciales). En place dès 1940 en France, il est chargé du sabotage et de l'instruction des maquis. Section F : Section britannique d'action en France. Section R.F : Section britannique de liaison avec le B.C.R.A.

S.T.O. • Service du travail obligatoire.

T.S.F. • Télégraphie ou téléphonie sans fil.

U.N.E. • Union nationale Espagnole.

U.R.S.S. • Union des Républiques socialistes soviétiques.

1. Harassés, désemparés, abasourdis par la rapide et cuisante défaite de leur armée, des soldats français faits prisonniers traversent un village en ruine.
2. Une des premières humiliations ressenties par les Français : des soldats de la Wehrmacht défilent triomphalement sur les Champs-Élysées à Paris, début juillet 1940.
3. En juin 1940, à l'approche des troupes allemandes, les populations civiles affolées se jettent sur les routes de l'exode, emportant comme elles le peuvent leurs biens les plus précieux.
4. Rencontre entre Pétain et Hitler à Montoire, le 24 octobre 1940. Cette entrevue, souhaitée par Pétain, consacrait officiellement le début de la collaboration d'État.
5. Entrée de l'École Militaire à Paris, juillet 1940. Depuis l'armistice l'armée française était dissoute (seule subsistait l'armée d'armistice, 100 000 hommes cantonnés en zone non occupée). Par conséquent, tous les bâtiments militaires furent occupés par les Allemands.
6. Bénéficiant d'un taux de change scandaleux de 20 francs pour un reichmark, les soldats allemands dévalisaient littéralement les magasins. Les marchandises ainsi achetées étaient envoyées dans leur famille en Allemagne. Ces envois venaient encore s'ajouter aux prélèvements énormes opérés dans l'industrie et l'agriculture.
7. Le 22 juin 1940, l'armistice franco-allemand est signé à Rethondes, en forêt de Compiègne. La délégation allemande s'est réunie devant le monument commémorant l'armistice du 11 novembre 1918 qui a été recouvert du drapeau nazi.

Refuser la défaite et l'humiliation

Résister

A. Contexte : le désastre et l'exode, la collaboration d'État

Après la déclaration de guerre à l'Allemagne, l'état-major français adopte une stratégie défensive. Cette drôle de guerre s'achève le **10 mai** avec l'offensive allemande. La guerre - éclair fait reculer les troupes françaises malgré des combats héroïques. Début juin, la défaite militaire devient la débâcle de tout un peuple. Six à huit millions de personnes affolées par l'avance allemande fuient vers le sud. Cet exode est marqué par les bombardements des routes encombrées de civils et le pillage des maisons abandonnées. Le **12 juin** le général Weygand ordonne la retraite générale. Au gouvernement, les partisans de la rupture de l'alliance franco-britannique et de la cessation des combats l'emportent sur ceux qui veulent continuer la lutte depuis l'Afrique du nord française : le **16 juin**, le maréchal Pétain remplace Paul Reynaud à la présidence du Conseil.

Dès le **17 juin**, le « vainqueur de Verdun » annonce sa décision de demander l'armistice, qui est signé à Rethondes le **22 juin** (mais qui n'entre en application que le 25 juin), dans le wagon même où les Allemands avaient dû accepter celui de 1918 ; la France est amputée de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine annexées au *Reich*, le nord et l'ouest du pays sont occupés par l'armée allemande, le sud-est par les Italiens. Un gouvernement français est maintenu et siège dans la zone dite libre. Un million huit cent mille soldats français sont prisonniers des Allemands[1]. La France doit payer des frais d'occupation exorbitants (400 millions de francs de l'époque par jour). Philippe Pétain accepte de livrer au *Reich* les réfugiés antinazis qui se trouvent en France.

Le **10 juillet** 1940 le Parlement de la III[e] République vote les pleins pouvoirs à Philippe Pétain (569 voix pour, 80 contre, 17 abstentions) afin qu'il élabore une nouvelle constitution. Manquent à l'appel les 72 élus communistes, déchus de leur mandat depuis 1939 à la suite du pacte germano-soviétique, les 47 parlementaires maintenus sous les drapeaux ou morts durant les combats, et les 27 parlementaires qui ont quitté Bordeaux pour le Maroc (Georges Mandel, Pierre Mendès-France, Édouard Daladier…). **C'est la fin de la III[e] République, un État français de type autoritaire et dictatorial voit le jour.**

Les 80 parlementaires de la III[e] République, qui refusèrent de voter les pleins pouvoirs à Philippe Pétain, ont manifesté le premier acte de résistance à l'État de Vichy. On dénombre parmi eux, des députés et sénateurs venus de tous horizons politiques, préfigurant ainsi ce que sera bientôt la résistance.

Un symbole fort de l'occupation

Le 20 juillet 1940, la salle des séances de la Chambre des Députés est le cadre d'une manifestation nazie. Un discours d'Hitler devant le Reichtag *est radiodiffusé à des responsables militaires allemands. Le buste d'Hitler est posé à la place habituelle du Président.*

Comment expliquer l'effondrement de la France et de la III[e] République ?

- la défaite militaire incombe davantage aux erreurs stratégiques du haut commandement militaire paralysé par la *Blitzkrieg*[2], qu'à une infériorité en matériels ou à un manque de combativité des soldats ;
- une partie de la classe politique a très vite abandonné la lutte, saisissant l'occasion de la défaite pour imposer un État antidémocratique et prendre une revanche sur la République et le Front Populaire ;
- de nombreux parlementaires frappés par la désagrégation générale provoquée par la débâcle, ont voté les pleins pouvoirs à Pétain, et une majorité de Français, sous le choc du désastre et de l'exode, accepte l'armistice avec soulagement ; dans ce contexte Philippe Pétain apparaît comme le sauveur.

Vichy prône une « Révolution Nationale » et collabore avec l'Allemagne

Un régime anti-républicain hostile aux principes issus de la Révolution Française (« Liberté, Égalité, Fraternité ») considérés comme responsables d'une dégénérescence de la France et donc de la défaite. La « Révolution Nationale » fondée sur la trilogie « Travail, Famille, Patrie » promet un redressement moral et intellectuel. **L'exclusion et la répression sont au cœur du régime.** Les étrangers mais aussi les Français naturalisés depuis peu, les juifs, les francs-maçons, les communistes sont désignés comme boucs-émissaires. **Vichy s'engage dans une collaboration d'État avantageuse pour l'occupant nazi** (Montoire 24 octobre 1940) :

- sur le plan économique elle légalise un véritable pillage ;
- sur le plan militaire, Vichy apporte un soutien logistique en Afrique et en Syrie et Pétain approuve la création de la Légion des Volontaires Français (L.V.F.) ;
- sur le plan politique, l'État français met à sa disposition l'appareil d'État (police, justice) dans la répression des ennemis communs (juifs, francs-maçons, communistes, et de tous les « terroristes »).

Antidémocratique et antisémite, Vichy par la collaboration d'État qu'il incarne est un appui précieux pour les nazis.

1. Les combats de mai-juin 1940 ont fait 92 000 morts côté français contre 45 000 du côté allemand.

2. Guerre-éclair.

Discours du maréchal Pétain, président du conseil, le lundi 17 juin 1940

« Français,

À l'appel de M. le président de la République, j'assume à partir d'aujourd'hui la direction du gouvernement de la France. Sûr de l'affection de notre admirable armée, qui lutte avec un héroïsme digne de ses longues traditions militaires contre un ennemi supérieur en nombre et en armes. Sûr que par sa magnifique résistance, elle a rempli nos devoirs vis-à-vis de nos alliés ; sûr de l'appui des anciens combattants que j'ai eu la fierté de commander, sûr de la confiance du peuple tout entier, je fais à la France le don de ma personne pour atténuer son malheur.

En ces heures douloureuses, je pense aux malheureux réfugiés qui, dans un dénuement extrême, sillonnent nos routes. Je leur exprime ma compassion et ma sollicitude. C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat.

Je me suis adressé cette nuit à l'adversaire pour lui demander s'il est prêt à rechercher avec moi, entre soldats, après la lutte et dans l'honneur, les moyens de mettre un terme aux hostilités.

Que tous les Français se groupent autour du gouvernement que je préside pendant ces dures épreuves et fassent taire leur angoisse pour n'obéir qu'à leur foi dans le destin de la patrie. »

Désemparés par l'ampleur de la défaite, de nombreux Français furent tentés de voir dans Philippe Pétain, le prestigieux vainqueur de Verdun, l'homme providentiel qui allait sauver la France. Un culte débridé de la personnalité allait se développer rapidement comme l'atteste cette affiche réalisée par Philippe Noyer à l'automne 1940 (120 x 80 cm). Elle fut régulièrement reprise sous diverses formes par les services de propagande vichissois et imprimée à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires.

Le choc de la défaite et la crise de la nation

« Au point de départ, il y a la défaite. L'année terrible. La grande fracture de 1940 dans la vie nationale. Sans doute est-il vrai que le cataclysme, si soudain et si brutal qu'il soit, frappe un pays en proie depuis des années aux divisions et au doute. " *J'ai vécu les années 1930,* se rappelle Raymond Aron, *dans le désespoir de la décadence française, avec le sentiment que la France s'enfonçait dans le néant.* " Mais la secousse tellurique de 1940 est d'un ordre différent. Dans la mesure où, jusqu'au mois de mai, l'opinion était restée confiante dans la victoire finale, la rapidité de l'effondrement stupéfie, confond, déstabilise la nation toute entière. Pour les Français déboussolés et meurtris, il ne s'agit pas seulement d'expliquer comment cette guerre foudroyante a vu un caporal autrichien réussir en six semaines là où quatre années durant les généraux du *Kaiser* avaient échoué. Il faut surtout comprendre : comprendre ces phénomènes renversants qui s'appellent la désagrégation du tissu national, l'écroulement de l'État, la menace de mort pesant sur l'avenir de la France.

Quel défi pour l'identité nationale ! Tout au long de l'année 1940, l'interrogation revient, lancinante : la France humiliée, en lambeaux, soumise à la loi sans pitié d'un vainqueur tout puissant, va-t-elle survivre ? Existe-t-il pour elle un avenir ? " *Pendant trente-huit ans,* se souvient Vercors (né en 1902), *pas une seule fois l'idée ne m'était venue que la France n'était pas forcément éternelle, qu'elle pourrait un jour disparaître dans les cimetières de l'histoire.* "

Mais la question à peine posée, un sursaut de dignité l'emporte. Réaction d'un obscur officier qui note dans son journal à la date du 18 juin 1940, avant de rejoindre la France libre : " *Je ne puis croire que la France qui a mis un millier d'années à grandir..., meurt au bout d'un mois entre les mains d'un boucher* ". Remarquons que... l'affirmation de l'identité française résulte d'un acte de volonté, mais derrière cet acte de volonté il y a plus un acte de foi en la pérennité de la nation. Dorénavant dans ce camp, la voix qui parle, c'est la voix de la résistance. »

François Bédarida, « Vichy et la crise de la conscience française », in Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir.), *Vichy et les Français,* Paris, Fayard 1992, p. 80.

B. Le temps des pionniers

(Le refus de la défaite : des réactions individuelles et spontanées dès le 17 juin)

Pour les résistants la guerre n'était pas finie, elle ne faisait que commencer. Devant ses juges allemands, lors du procès d'un des premiers mouvements de la zone occupée, celui du musée de l'Homme, Léon Maurice Nordmann proclamait en janvier 1942 : « ***La mort on la risque tous les jours sur les champs de bataille ; j'ai considéré que nous sommes toujours en guerre contre vous.*** »

Ce postulat excluait a fortiori toute forme de collaboration avec l'ennemi.

Les premiers actes de résistance à la victoire allemande

Avant même que ne soit connues les clauses de l'armistice, le refus de la défaite et de l'humiliation s'exprime chez certains hommes et l'on enregistre plusieurs appels à la poursuite du combat :

- le **17 juin Jean Moulin préfet d'Eure et Loir** est arrêté et maltraité car il refuse de signer un texte déshonorant l'Armée française ;
- le même jour **le général Cochet** commandant des forces aériennes de la V^e^ armée, après avoir entendu Philippe

Marin de l'Ile de Sein au moment où il rejoint un bateau anglais.

Les Sénans : un engagement collectif

« Les Allemands sont à Audierne. L'île, élément stratégique important de la pointe du Raz, va être, dans peu d'heures, envahie. L'immense famille des Senans se concerte. Beaucoup d'hommes sont en service sur les flottes de guerre ou de commerce, mais il en reste plus de 130, valides, sur la commune. Certains d'entre eux sont en uniforme. Le verdict de la communauté est unanime : ils ne seront pas pris. On prépare fiévreusement les précieux bateaux de pêche : *l'Arzenith, la Rouanez Armor, la Rouanez Arpeoch', le Corbeau des mers, la Velleda,* qui chargent, dans la nuit désormais sans balises et sans phares, leur contingent de volontaires. Le plus âgé, Jean-Marie Menou, a soixante ans. Le plus jeune, c'est l'enfant de chœur Porsmoguer, il a douze ans. »

***Marie-Madeleine Fourcade, article in* La voix de la Résistance.**

Lorsque les Senans arriveront, sains et saufs, à Portsmouth, ils seront accueillis par le général de Gaulle par cette simple phrase : « vous êtes la moitié de la France ».

Lorsque l'ennemi arrive et s'étonne de voir tant de vêtements et de coiffes noirs, la population unanime répond : « nous portons le deuil de la France ».

Appel du 18 juin 1940 prononcé à la radio de Londres par le général de Gaulle

«Les chefs qui, depuis de nombreuses années, sont à la tête des armées françaises, ont formé un gouvernement.
Ce gouvernement, alléguant la défaite de nos armées, s'est mis en rapport avec l'ennemi pour cesser le combat.
Certes, nous avons été, nous sommes, submergés par la force mécanique, terrestre et aérienne, de l'ennemi.
Infiniment plus que leur nombre, ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui nous font reculer. Ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui ont surpris nos chefs au point de les amener là où ils en sont aujourd'hui.
Mais le dernier mot est-il dit ? L'espérance doit-elle disparaître ? La défaite est-elle définitive ? Non !
Croyez-moi, moi qui vous parle en connaissance de cause et vous dis que rien n'est perdu pour la France. Les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent faire venir un jour la victoire.
Car la France n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle a un vaste Empire derrière elle. Elle peut faire bloc avec l'Empire britannique qui tient la mer et continue la lutte. Elle peut, comme l'Angleterre, utiliser sans limites l'immense industrie des États-Unis.
Cette guerre n'est pas limitée au territoire malheureux de notre pays. Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale. Toutes les fautes, tous les retards, toutes les souffrances, n'empêchent pas qu'il y a, dans l'univers, tous les moyens nécessaires pour écraser un jour nos ennemis. Foudroyés aujourd'hui par la force mécanique, nous pourrons vaincre dans l'avenir par une force mécanique supérieure. Le destin du monde est là.
Moi, Général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, avec leurs armes ou sans leurs armes, j'invite les ingénieurs et les ouvriers spécialistes des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en rapport avec moi.
Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas.
Demain, comme aujourd'hui, je parlerai à la Radio de Londres.»

Le général de Gaulle dans les studios de la B.B.C.

Pétain annoncer à la radio son intention de conclure un armistice, invite quelques hommes qui l'ont suivi dans le Velay à poursuivre le combat ;

• l'**Appel du 18 juin et la naissance de la France Libre**.

Le 18 juin une voix s'élève de Londres, celle du **général de Gaulle**. Refusant l'armistice, il a gagné l'Angleterre d'où il lance un appel à la B.B.C.* incitant «*soldats, marins, aviateurs et techniciens*» à le rejoindre pour poursuivre la lutte.

«***La flamme de la Résistance ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas***». **Même si cet appel est peu entendu, de Gaulle incarne dès lors la France qui lutte pour recouvrer son indépendance et sa liberté et la radio devient une arme prépondérante.**

♦ La France Libre s'organise

Le général de Gaulle s'efforce de rallier à lui tous ceux qui veulent continuer le combat contre Hitler à commencer par un petit nombre de soldats rapatriés de Dunkerque ou de Norvège (130 000 soldats et marins français). Philippe Pétain garde un certain prestige auprès des Français présents à Londres, et peu de personnalités de premier plan, à l'exception de René Cassin, rallient le général de Gaulle.

De France arrivent les premiers volontaires. Les hommes de l'île de Sein au nombre de 133 partent sur les bateaux de pêche.

Le noyau le plus important de volontaires est fourni au fur et à mesure du ralliement d'une partie de l'Empire. Les Nouvelles-Hébrides, le Tchad, le Cameroun, l'Afrique équatoriale française, la Nouvelle Calédonie et les cinq comptoirs de l'Inde rejoignent le général de Gaulle qui a constitué une force militaire française, les Forces Françaises Libres (F.F.L.), reconnue par Winston Churchill le 28 juin.

Les premiers groupes de Résistance en France

♦ Période des actes spontanés

L'opposition est d'abord une réaction spontanée individuelle. Les premiers groupes se forment au gré du hasard et des rencontres. Les premiers gestes visent à préserver un comportement de dignité à l'égard de l'occupant.

• Ceux qui tracent à la craie des croix de Lorraine, le «*V*» de la victoire ou «*À bas les boches*» se livrent à une forme de propagande qui les conduira à aller plus loin.

• Des tracts manuscrits apparaissent comme «*les conseils à l'occupé*» de Jean Texcier distribués de main à la main dès juillet 1940 à Paris.

• Petit à petit se mettent en place des petits groupes d'hommes partageant le même refus et la volonté d'agir.

Exemple : celui que forme à Brive Edmond Michelet avec ses amis catholiques.

En Zone occupée où la présence allemande s'étale au grand jour, les premières initiatives collectives prennent un tour patriotique, comme la manifestation lycéenne et étudiante du 11 novembre

« Ceux chez qui ce phénomène de rejet et de honte l'avait emporté sur le soulagement cherchèrent vite à “ faire quelque chose”»
(Claude Bourdet)

1940 à l'Arc de Triomphe, ou la rédaction de modestes feuilles clandestines comme l'*Arc* ou *Pantagruel*.

À Paris pendant l'été 1940, naît le Réseau du Musée de l'Homme (Boris Vildé, Paul Rivet, Germaine Tillion…)

Les premières chaînes de solidarité se constituent dans le Nord et dans l'Est pour faire passer en Zone non occupée les prisonniers de guerre en transit vers l'Allemagne. Si certains cercles arrivent à se raccrocher à un réseau français libre ou anglais, la plupart, isolés, tâtonnent, essaient de diversifier leurs actions. La plupart de ceux qui se développent de façon autonome, et qui deviennent les « mouvements » expérimentent le puissant pouvoir de recrutement d'un journal clandestin : tout le monde peut devenir diffuseur, le journal recrée des solidarités attire des sympathies.

En Zone non occupée, l'absence de l'occupant rend les réactions plus politiques, hostiles à Philippe Pétain et à son idéologie.

Le 16 juin 1940, le drapeau à croix gammée est hissé sur l'Arc de Triomphe, symbole du patriotisme français. La vue des signes extérieurs de l'occupation allemande (drapeaux à croix gammée, panneaux de signalisation de la Wehrmacht, avis bilingue, kiosques à journaux couverts de publications nazis) heurtait la sensibilité patriotique des Français.

Le premier acte de résistance de Jean Moulin

Préfecture de Chartres le 17 juin 1940, 18 heures

« (…) l'employé qui assure la permanence de l'entrée accourt pour me dire que deux officiers allemands me demandent d'urgence.

Qu'on les fasse patienter un instant, le temps que j'aille revêtir mon uniforme. (…)

"Des femmes et des enfants, des Français, précise-t-il [un des officiers], ont été massacrés après avoir été violés. Ce sont vos troupes noires qui ont commis ces crimes dont la France portera la honte. Comme ces faits sont prouvés de façon irréfutable, il convenait qu'un document fût dressé qui établît les responsabilités. C'est dans ces conditions que les services de l'armée allemande ont rédigé un " protocole " qui doit être signé par notre général, au nom de l'armée allemande, et par vous comme préfet du département ". (…)

Je proteste contre les accusations portées contre l'armée française, et notamment contre les troupes noires. (…)

[Jean Moulin est mené par les deux officiers allemands dans une maison de Chartres réquisitionnée.]

D'une façon beaucoup plus brutale, celui qui m'a conduit ici et qui semble chargé de mener toute l'affaire, me signifie à nouveau ce qu'on attend de moi : " Voici le protocole que vous devez signer ". (…)

"Pensez-vous vraiment, leur dis-je en refusant de prendre le papier, qu'un Français, et, qui plus est, un haut fonctionnaire français, qui a la mission de représenter son pays devant l'ennemi, puisse accepter de signer une pareille infamie ? "

La réaction est immédiate. Le meneur de jeu nazi se précipite sur moi et, rouge de colère, me menace du poing : " Nous n'accepterons pas, me crie-t-il, que vous vous moquiez de l'armée de la Grande Allemagne ! Vous allez signer, m'entendez-vous vous aller signer ! ". Il m'a pris maintenant par le revers de ma vareuse et me secoue furieusement. (…)

Moi. - Quelles preuves avez-vous que les tirailleurs sénégalais sont passés exactement à l'endroit où vous avez découvert les cadavres ?

Le nazi. - On a retrouvé du matériel abandonné par eux.

Moi. - Je veux bien le croire. Mais en admettant que les troupes noires soient passées par là, comment arrivez-vous à prouver leur culpabilité ?

Le nazi. - Aucun doute à ce sujet. Les victimes ont été examinées par des spécialistes allemands. Les violences qu'elles ont subies offrent toutes les caractéristiques des crimes commis par des nègres.

Malgré l'objet tragique de cette discussion, je ne peux m'empêcher de sourire : " Les caractéristiques des crimes commis par des nègres ". C'est tout ce qu'ils ont trouvé comme preuves !… Mon sourire les met en rage. (…)

[Jean Moulin est conduit dans le bureau d'un autre officier]

[Un] soldat me saisit par l'épaule et me pousse, plutôt qu'il ne me dirige vers une autre pièce de la maison. Comme, à son gré, je ne franchis pas assez vite le seuil de cette pièce, il m'assène un tel coup de crosse dans les reins que, cette fois, je m'affale sur le plancher. Avant que j'ai eu le temps de me relever, des coups de botte pleuvent sur moi. C'est l'officier à qui l'on m'a conduit qui vient de me frapper ainsi. (…)

Dans un sursaut douloureux, je me redresse. J'ai terriblement mal. Je sens que mes jambes me portent difficilement. Instinctivement je m'approche d'une chaise pour m'asseoir. Le soldat la retire brutalement et me lance sa crosse sur les pieds. Je ne peux m'empêcher de hurler :

" Quand ces procédés infâmes vont-ils cesser ? " (…)

- Pas avant, déclare mon bourreau n° 1, que vous n'ayez signé le " protocole ". Et, à nouveau, il me tend le papier (…)

Moi. - Non je ne signerai pas. Vous savez bien que je ne peux pas apposer ma signature au bas d'un texte qui déshonore l'armée française. (…)

[Jean Moulin est conduit par ses tortionnaires à la station ferroviaire de la Taye sur la commune de Saint-Georges (28). À cet endroit, les nazis avaient organisé une macabre mise en scène. Dans un hangar, ils avaient réuni les corps de civils victimes d'un bombardement qu'ils présentèrent à Jean Moulin comme preuve de leurs allégations. Jean Moulin ayant rapidement éventé leur subterfuge et refusant de signer " le protocole " est de nouveau battu avant d'être ramené à Chartres. À deux reprises, les Allemands tentent, en vain, de lui arracher par la force sa signature. Dans la nuit du 17 au 18 juin, il est transféré à la conciergerie de l'hôpital civil de Chartres qui sert de salle de garde pour y être incarcéré]

Avec un ricanement, mon bourreau n° 1 me crie : " Comme nous connaissons maintenant votre amour pour les nègres, nous avons pensé vous

Jean Moulin, préfet d'Eure-et-Loir

Le 17 juin, le préfet de Chartres, est roué de coups par les occupants pour avoir refusé de signer un texte qui cherchait à déshonorer l'Armée française. Il tente de se suicider en se tranchant la gorge avec des débris de verre. Dès lors il portera une écharpe blanche pour dissimuler sa cicatrice.

faire plaisir en vous permettant de coucher avec l'un d'eux ". Et les soldats, sur injonction de leurs officiers qui continuent à rire bruyamment, me saisissent à bras-le-corps et me jettent violemment sur le malheureux tirailleur qui recule effrayé. (...) La porte se referme alors. (...)
Je sais qu'aujourd'hui je suis allé jusqu'à la limite de la résistance. Je sais aussi que demain, si cela recommence, je finirai par signer.
Le dilemme s'impose de plus en plus : signer ou disparaître... (...)
J'ai déjà compris le parti que je pourrai tirer de ces débris de verre qui jonchent le sol. Je pense qu'ils peuvent trancher une gorge à défaut d'un couteau. (...)
Cinq heures sonnent à une horloge. J'ai perdu beaucoup de sang. (...) Mais la vie n'a pas fui (...)
La porte s'ouvre. (...) Je (...) vois [deux soldats] s'agiter, affolés de la vision qu'ils ont (...) de cet homme, aux passementeries brillantes, qui les regarde, debout, couvert de sang, un trou béant à la gorge (...)
[Les Allemands confient Jean Moulin à l'un des médecins de l'hôpital. Alors qu'il vient de recevoir des soins et qu'il vient juste d'être alité, l'officier allemand lui intime l'ordre de le suivre à la *Kommandantur* de Chartres.]
On me fait asseoir dans l'entrée, tandis que l'officier est introduit dans un des salons.
J'entends bientôt des éclats de voix qui me font penser qu'une explication orageuse a lieu à mon sujet.
Au bout d'une vingtaine de minutes, mon bourreau ressort en compagnie d'un autre officier qui, après force saluts et claquements de talons, m'annonce qu'on va me reconduire chez moi et que les médecins allemands sont à ma disposition. (...) Il n'est plus question d'atrocités. (...)»

Jean Moulin, *Premier Combat*, Paris, éditions de Minuit, 1947,réed. 1965, p. 85, 87 à 94, 106 à 110, 112 et 113.

11 novembre 1940 à Paris : première manifestation publique de la Résistance

**Elle aura, dans le monde libre, un retentissement qui ira bien au-delà de son importance.
Des incidents se sont déjà produits dans un Quartier Latin traditionnellement turbulent et rebelle. L'arrestation du professeur Paul Langevin devant ses élèves a été ainsi pour beaucoup dans le déclenchement de cette manifestation. Le 11 novembre, les choses vont bien plus loin. Un mot d'ordre circule le matin pour appeler les étudiants à rendre hommage au Soldat inconnu à l'Étoile. Des centaines de jeunes gens se retrouvent dans l'après-midi, dans le quartier des Champs Élysées. Certains déposent des bouquets sur la dalle sacrée, mais des groupes compacts ne tardent pas à défier ouvertement les soldats allemands qui se promènent sur l'avenue. En fin d'après-midi, des bousculades se produisent. Une unité de la *Wehrmacht* intervient, tire des coups de feu. Des agents de police français dispersent les groupes, appréhendent des manifestants et les amènent dans les commissariats de police. Des Allemands viennent le lendemain extraire les jeunes gens arrêtés. Ils ne seront libérés qu'en décembre. La rumeur fait état de tués et la B.B.C.*, dans tous ses bulletins, donne une relation spectaculaire de la manifestation et de la répression : le gouvernement de Vichy fera plus tard une mise au point qui précise que 123 personnes, dont 90 lycéens et 14 étudiants, ont été arrêtés, que 4 personnes ont été «*légèrement blessées*» et «*aucune tuée*». Le fait demeure : pour la première fois, des Français ont manifesté contre l'occupant, le jour qui rappelle la défaite de l'Allemagne.**

Un choix individuel : Etienne Achavanne[1], le premier fusillé de la Résistance

Malgré le traumatisme de la défaite, des gestes spontanés et individuels de résistance offensive, souvent opérés par des civils, émaillent sporadiquement le mois de juin 1940.
(...) « À Rouen, le 20, un isolé, Etienne Achavanne, que la Résistance peut revendiquer comme l'un de ses premiers héros, sabote les lignes de communication téléphoniques entre la *Feldkommandantur* et le terrain d'aviation de Boos. (...) Son action (...) se solde par un bilan singulièrement lourd pour l'ennemi : rendu vulnérable aux attaques de l'aviation anglaise, le terrain de Boos est pilonné par une vague de bombardiers de la *Royal Air Force*. Dix-huit appareils de la *Luftwaffe* sont détruits au sol. Vingt-deux soldats allemands sont tués. »[2]
(...)
Capturé, Etienne Achavanne est déféré à la Cour martial de Rouen qui le 24 juin 1940 le condamne à la peine de mort.
Il est fusillé le 6 juillet au lieu dit « la maison hantée » non loin de Rouen.

1. Né en 1892 à La Framboisière, près de Senonches (Eure-et-Loir), Etienne Achavanne était fils d'instituteur. Ouvrier agricole, engagé volontaire pendant la Grande Guerre, il ne fut pas mobilisé en 1939.

2. Henri Noguères, *Histoire de la Résistance en France 1940 à 1945 Tome I, Juin 1940-Juin 1941*, Paris, Robert Laffont, 1967, p.30.

Bravant l'interdiction des autorités, un tract manuscrit appelle les étudiants et les lycées à manifester. La répression est immédiate outre les arrestations d'étudiants ; les autorités allemandes ordonnent la fermeture de toutes les institutions universitaires à Paris et relèvent de ses fonctions le recteur de l'Université de Paris en place au moment des faits.

C. La diversité des motivations

Il faut souligner la grande diversité des résistants : sur le plan social ou politique, mais aussi par la manière dont ils sont entrés en résistance. Il faut donc éclairer les divers cheminements en évitant tout déterminisme simplificateur.

La foi en certaines valeurs

Ce qui explique l'entrée en résistance c'est d'abord la foi en certaines valeurs.
Citons par exemple:

Le patriotisme

Pour beaucoup de Français, la victoire foudroyante de l'Allemagne sur la France a été une humiliation nationale et une honte terrible, renforcée par la déclaration T.S.F.* de Philippe Pétain le 17 juin annonçant son intention de demander l'armistice.
La germanophobie et le désir de revanche, puisent dans une tradition familiale parfois relayée par l'école souvent réactivée par le souvenir de la Grande Guerre.

Les valeurs républicaines

Pour d'autres c'est la conscience républicaine qui prime. Le modèle républicain trempé aux luttes antifascistes des années trente, conduit à condamner dans le même temps l'occupant nazi et le collaborateur antidémocratique vichyssois. L'*Homme libre* d'octobre 1940 publié par les socialistes du nord, se réclame de l'idéal républicain : «*Les Français veulent une République démocratique ou les mots Liberté, Égalité, Fraternité ne soient pas vains.*»
Quel que soit le discrédit dans lequel est tombé en 1940 la III^e^ République, il n'efface pas la réalité profonde d'une culture républicaine forgée au XIX^e^ siècle et largement répandue par l'école. L'exigence démocratique, passé le premier désarroi, resurgit et contribue au sentiment croissant de la non légitimité du gouvernement de Vichy.
Exemple : Fait symbolique : le père de Jean Moulin professeur républicain, a consacré un livre et fait ériger un monument à la Résistance de Béziers au coup d'État du 2 décembre 1851.

Les valeurs chrétiennes

Des chrétiens puisent dans leur foi des arguments pour contester toute tolérance envers le régime nazi malgré le silence des autorités religieuses de France et l'alliance prônée par Vichy.

À Paris, des catholiques cherchent à éveiller les milieux catholiques contre le double danger du nazisme et de la collaboration. C'est le cas d'Edmond Michelet. Dans un long tract le 12 décembre 1940, écrit à l'intention des catholiques, il dénonce Philippe Pétain, rejette la « Révolution Nationale » et déclare préférer : « *désobéir aux hommes plutôt qu'à Dieu, et sauver son âme plutôt que de la perdre* » L'auteur est proche de ceux qui animeront *Témoignage Chrétien*, journal patriotique d'inspiration chrétienne. « La France continue » écrit sous la plume de Paul Petit dans le n° 7 (20 octobre 1941) : « *Notre doctrine chrétienne qui réprouve l'assassinat (des collectivités comme des individus), le vol, la trahison, le mensonge (…)Primauté du spirituel : ces trois mots sont un programme doctrinal qui nous semble suffisant.* »

À Dijon le père Chaillet écrit dans *Vérités* : « *Des chrétiens nous savons qu'il n'y a pas le choix dans l'ordre nouveau dont rêve Hitler, nous refusons l'alignement totalitaire (…) les chrétiens de France ne trahiront ni l'Évangile ni la France.* »

Les protestants utilisaient les régions rurales où le souvenir de la révolte des huguenots dans les Cévennes avait marqué de façon durable la population. Ce souvenir était assez fort pour affecter à Nîmes tous les fidèles du pasteur Boegner, y compris ceux qui appartenaient à la haute bourgeoisie, dans une ville où les sentiments pro-vichyssois n'étaient pas moins prononcés en 1940 que dans toute autre section de la communauté française.

L'humanisme

Devant les atrocités commises par les nazis et le régime de Vichy, des hommes s'élèvent au nom de la défense des droits les plus élémentaires de l'homme, parmi lesquels le droit à l'existence pour les races considérées comme inférieures par l'idéologie nazie et le régime de Vichy.

Cette prise de conscience est accélérée par la généralisation de la terreur avec, au-delà des persécutions antisémites, les représailles collectives contre la population (mars 1943 à Villeurbanne), prélude aux hécatombes de 1944. Les chiffres des arrestations et des déportations grimpent : 104 convois en 1942, 257 en 1943…

Comment une fraction croissante de la population française ne se sentirait-elle pas en état de légitime défense ?

La résistance à l'oppression

« *Et si c'était à refaire, je referais ce chemin… Toutes les indignations, tous les haussements d'épaule, toutes les amertumes que les événements nous ont inspirés depuis 1945 et qu'ils nous inspireront encore ne peuvent rien contre cette simple constatation : nous avons attendu beaucoup de la libération et du monde qu'elle avait fait naître, mais ce n'est pas pour cela que nous nous sommes engagés dans ce chemin. Nous l'avons fait parce que ce qui se passait était insupportable, que nous ne pouvions vivre en le supportant…*

Le succès est venu, une partie de nos espérances a été réalisée, et même si le monde d'aujourd'hui nous déçoit terriblement, ce que nous avons aidé à construire n'a rien de commun avec l'univers de cauchemar que nous avons aidé à détruire. »

Claude Bourdet

Lycée Lalande (Bourg-en-Bresse)

« À quelques centaines de mètres du Lycée Lalande à Bourg-en-Bresse, un commerçant en vitrerie, Paul Pioda, complète son magasin par un rayon d'échanges de livres scolaires. Ainsi, une trentaine de potaches fréquente l'échoppe dès 1941 et peut également lire la presse clandestine, notamment " *Combat* ", " *Libération* ", puis " *Bir-Hakeim* ". (...)

Fin 42, naissent les Forces Unies de la Jeunesse (F.U.J.), qui s'expriment ouvertement le 11 novembre par un dépôt de gerbes au Monument aux Morts. " *Les gamins exaltés* ", suivant l'expression d'un commissaire de police, sont arrêtés puis relâchés…

L'arrivée d'un nouveau professeur adjoint, Hugues Barange[1], responsable régional des F.U.J.*, donne à la résistance estudiantine une autre dimension. En effet, d'autres groupes se forment au lycée (…)

C'est l'effervescence qui se traduit à la fois par des liaisons à bicyclette, avec la livraison de journaux, le repérage de terrains d'atterrissages ou de parachutages en Bresse, et des actions résolument provocatrices contre les soldats du *Reich* (…), ou l'arrêt d'un train en partance pour le S.T.O.*

La récupération et la destruction des fichiers concernant les garçons impliqués par leur désignation par le S.T.O.* va déclencher une vigoureuse répression… obligeant Hugues Barange à quitter le lycée.

***Classe de première moderne du lycée Lalande de Bourg-en-Bresse (Ain) en 1942-1943. 11 déportés-résistants, 3 morts au combat, 3 responsables F.U.J. lycée. Photographie extraite de l'ouvrage* Histoire peu ordinaire de lycéens ordinaires. Résistance au lycée Lalande (Bourg-en-Bresse, 1995).**

Le 6 juin 44, la Trésorerie Générale (…) est attaquée par un groupe constitué en majeure partie de lycéens.

Le jour des épreuves du baccalauréat, arrestations, interrogatoires : une vingtaine d'arrestations assorties de départs pour la déportation.

Les rescapés seront de tous les combats qui marquent la libération du département…

L'attribution de la médaille de la Résistance[2] (fait unique pour un établissement scolaire) rappelle que des adolescents oublièrent leurs jeunes années pour un engagement courageux dans le camp des patriotes adultes[3]. »

Albert Oriol-Maloire, *ces jeunes dans la guerre, 1939-1945,* Amiens, éd. Martelle, 1997, p. 92-93.

1. Il sera fusillé en juillet 1944 après avoir été incarcéré à Montluc. — 2. Par décret du 3 octobre 1946. — 3. Le lycée Lalande compte trente-deux tués ou fusillés, une vingtaine de déportés. Ils furent deux cents, la moitié de l'effectif du lycée, la presque totalité des élèves du second cycle qui s'engagèrent dans le maquis ou dans les rangs de la première armée française.

Retrouvez l'épopée des cinq martyrs du Lycée Buffon et leurs dernières lettres avant leur exécution sur les sites de la Fondation Charles de Gaulle (www.charles-de-gaulle.org) et de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation (http : //www.fmd.assoc.fr) à la rubrique Concours National de la Résistance et de la Déportation.

Une des formes, certes minoritaire, prise par la résistance féminine : la partipation à des actions armées

À la Libération, Simone Segouin, dite « Nicole », une jeune combattante des Francs Tireurs et Partisans, pose sur les marches de la poste de Chartres (Eure-et-Loir) arborant une arme de prise allemande. Elle participa à toutes les opérations militaires de son groupe, partageant les risques au milieu de ses camarades.

De multiples chemins

Autour de ces valeurs, la résistance va agir comme un creuset où se fondent des gens d'origines politiques, philosophiques, sociales, géographiques, religieuses très différentes. Ici encore on ne peut donner que quelques exemples.

Les syndicats

Les syndicats ont parfois fonctionné comme des filières de recrutement. À Narbonne, Élie Sermet secrétaire départemental de la C.G.T.* dès 1933, profita de ce que les syndicats agricoles étaient tolérés sous Vichy, pour rester à son poste à la Bourse du Travail. Ceci lui servait de couverture pour la résistance et lui permettait de prendre des contacts. Le réseau des instituteurs militants syndicaux formés à l'école normale fournit un important contingent de résistants. De même certaines fédérations C.G.T.* et C.F.T.C.* comme celle des cheminots et des postiers.

Les associations de jeunesse

Auberges de jeunesse, Jeunesse Communiste, Jeunesse ouvrière chrétienne etc. Tous ces mouvements qui s'étaient développés sous le Front populaire étaient imprégnés de la lutte antifasciste des années trente. Le scoutisme (scout et éclaireurs) avait préparé ses membres à l'autonomie et à la prise de responsabilité.

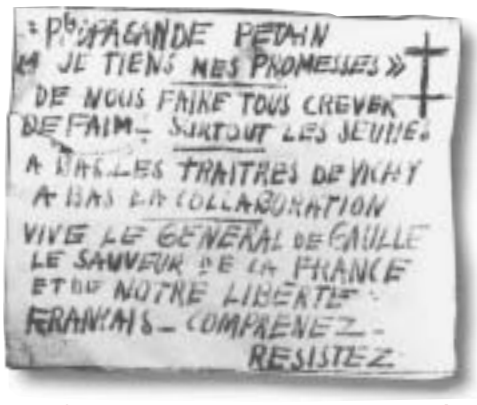
Les femmes

Beaucoup de femmes s'engagèrent, comme les hommes. Il y eut des agents féminins, des chefs de réseau, des radios, et de nombreux courriers femmes, et cela aussi bien dans les réseaux « action » que dans ceux de renseignement et d'évasion. Rappelons ainsi que les femmes sont moins soupçonnées d'activités clandestines que les hommes.

Les jeunes, les étudiants et les enseignants

Les jeunes, les étudiants et les enseignants ont fréquemment pris le risque de manifestations d'hostilité à l'intérieur des établissements et dans la rue.

En outre, engageant une furieuse campagne de presse contre la disparition des valeurs patriotiques à l'école, le gouvernement de Vichy désigne les enseignants parmi les responsables occultes de la défaite (suspension de francs-maçons et d'antifascistes connus et, révocation de professeurs juifs) ; ceci suscite des réactions immédiates : sursauts individuels (papillons confectionnés à la main par des étudiants) ou actions concertées.



Tract fustigeant la politique de collaboration menée par Vichy et exhortant les Français à grossir les rangs de la Résistance.

La Résistance juive

Si de nombreux juifs résistaient en tant que Français dans les différents mouvements et réseaux, attestant ainsi de leur intégration à la société française, une Résistance juive réunissait des hommes qui s'opposaient aux nazis en tant que juifs et avaient choisi de défendre ensemble leur appartenance à la communauté juive dans une lutte à mort.

*Les journaux clandestins de la section juive de la M.O.I., incitent à la vengeance, appellent à la lutte acharnée contre l'ennemi des Juifs, en particulier ce numéro en yiddish d'***Unzer wort (Notre Parole).**

La Résistance des étrangers

« *Pour certains étrangers, la résistance se déroule sur le territoire français parce qu'ils ont à s'y trouver malgré eux ; leur préoccupation n'est pas française et la libération de la France ne les concerne que dans la mesure où elle peut hâter la défaite des puissances de l'Axe et la libération de leur propre pays. C'est (…) le cas des républicains espagnols (…) de l'U.N.E.* ou de l'A.G.E.*(…), des Polonais du P.O.W.N.*(…).*

3 septembre 1944, drapeaux en tête des guérilleros espagnols équipés de pièces d'uniformes et d'armes de prises allemandes, défilent dans les rues de Toulouse.

Pour d'autres étrangers, la participation à la lutte contre l'occupant prend figure de ralliement à la France. Pour eux (…) [il s'agit] d'une pleine adhésion à la Résistance française (…) Ce cas est illustré de façon emblématique par les ouvriers italiens de Lorraine : Gérard Noiriel voit dans leur entrée en résistance "une occasion d'effacer ce stigmate" de n'avoir pas versé leur sang pour la France en 1914-18. (…) Beaucoup d'étrangers résidant en France ont appartenu à la Résistance française de la même manière et avec les mêmes motivations que les citoyens français (…) [Libération du pays d'origine ou libération de la France ?]

Entre ces deux extrêmes, se situent les étrangers qui conservent un double horizon, celui de la France et celui du pays d'origine. Ils appartiennent à ce que nous pourrions appeler la Résistance franco-étrangère. *La référence à leur pays d'origine demeure présente dans leurs préoccupations et souvent dans leur langue. Loin d'opposer un refus à l'intégration dans la Résistance française, ils militent dans ses rangs mais tout en conservant un certain degré d'autonomie. On les retrouve dans diverses organisations, principalement au sein de la F.T.P.-M.O.I.* dont Roger Bourderon décrit le lien étroit et organique qui l'attache au Parti Communiste français (…). Tandis que le P.C.F.* joue un rôle "intégrationniste", la plupart des groupes nationaux tendent à développer avec le temps, leur propension à l'autonomie.* »

François Marcot *in Les étrangers dans la Résistance en France*. Actes du colloque du 6 novembre 1992 organisé par l'université de Franche-Comté, Besançon, Musée de la Résistance et de la Déportation, 1992, p. 10.

Les réfractaires du Service Travail Obligatoire (S.T.O.)

La mobilisation des jeunes des classes 40-41-42 en février 1943 va provoquer une réaction hostile de la grande majorité de la population et faciliter l'action de la Résistance. Bon nombre de réfractaires du S.T.O.* vont rejoindre le maquis, quelques-uns les Forces Françaises Libres.

Le 10 mars 1943 en gare de Romans-sur-Isère (Drôme), manifestation à l'occasion d'un départ pour l'Allemagne de jeunes requis pour le Service du Travail Obligatoire. Les gendarmes viennent de relever et de tirer hors des voies un camion que les manifestants avaient renversé. Des hommes lancent de grosses pierres contre les rails pour faire obstacle.

Le rôle des conditions locales

Zone occupée et Zone non occupée

Le texte de l'armistice parlait de tracé séparant la zone occupée de la zone non occupée, mais point de ligne de démarcation. En fait, et ce jusqu'en novembre 1942, la ligne de démarcation a été une frontière, scindant véritablement la France en deux, mais surtout une ligne idéologique de part et d'autre de laquelle la Résistance s'est développée différemment.

Dans la zone non occupée, la Résistance s'est manifestée par des prises de position politique qui donneront naissance aux mouvements avant toute forme de lutte armée.

En zone occupée, jusqu'en juin 1941 et le déclenchement de l'attaque contre l'U.R.S.S.*, la présence allemande était dense. Des gestes de résistance offensive (graffitis hostiles à l'occupant, premiers sabotages : câbles électriques ou de transmissions sectionnés, pneus de véhicules allemands crevés etc.) dirigés contre les autorités d'occupation ne tardèrent pas à se développer dès juin 1940.

Les villes

Les résistants sont là où la densité de population est la plus forte ; les villes allient plusieurs facteurs favorables :

- la densité de population ;
- la foule et la plus grande facilité à passer inaperçu ;
- la présence de certaines catégories socio-professionnelles et structures recherchées par la résistance.

Les côtes et les frontières

Les côtes ont subi en tant que zone stratégique très tôt l'occupation allemande, la population parmi laquelle se trouvait beaucoup de professionnels de la mer a été nombreuse à rejoindre la France Libre. Ceux qui restent apportent souvent leurs concours à la Résistance intérieure pour renseigner Londres sur les infrastructures et les mouvements de troupes ou pour organiser par mer des passages clandestins vers la Grande-Bretagne.

De telles organisations de passages clandestins apparaissent aussi au voisinage de frontières de la Suisse et surtout de

Des renseignements concernant les travaux de défense des côtes bretonnes collectés, analysés et transcrits sous forme de croquis donnent une idée de l'efficacité des réseaux de renseignement français.

Une patrouille de l'armée allemande vient d'arrêter des passagers clandestins de la ligne de démarcation.

Les zones libre et occupée
Le gouvernement de Vichy appelait à l'unité nationale alors même que le territoire français avait été démembré en application des clauses de l'armistice !
D'après la carte extraite du livre d'Henri Michel;* La Seconde Guerre mondiale, tome I, *Paris, PUF, 1969, p. 190.

Présentation du bataillon des Glières.

l'Espagne (plus de 30 000 jeunes français ont ainsi tenté de quitter la France, plus de 20 000 ont réussi et se sont engagés dans les armées de la France Libre).

Les montagnes

Elles acquièrent une place de plus en plus importante dans l'histoire de la résistance avec le développement des maquis. L'appui des populations locales s'avère alors indispensable pour le ravitaillement dans ces zones favorables aux « planques » et plus difficilement accessibles. Les exemples des Glières et du Vercors sont les plus connus. Celui des Cévennes montre bien que les conditions locales ont leur place ; Vichy y est perçu comme le successeur d'un ordre moral localement détesté. La tradition du « Désert »[1], le terrible renom laissé par les camisards auprès des autorités, dissuadera souvent ces dernières de courir le risque d'une nouvelle explosion par excès de zèle répressif. Ceci explique la relative sécurité des nombreux juifs qui y furent cachés dans des centres ou familles d'accueil.

Les premiers résistants : si fin 1940 ils formaient une ultraminorité sans grande cohésion, il serait erroné de sous-estimer leur importance politique : ils annoncent une relève et préparent l'unification de la France combattante.

1. Le Désert fait référence aux assemblées secrètes (car interdites par les édits du roi sous peine de galère) des protestants après la révocation de l'édit de Nantes. Des cultes se tenaient dans les lieux écartés (d'où le nom de désert) près des villes à fortes communautés huguenotes notamment dans le Languedoc et les Cévennes (Nîmes, Alès…).

1. Londres, juillet 1940. Des passants lisent l'« appel aux armes » incitant les Français à rejoindre le général de Gaulle. Cette affiche, trop souvent confondue avec l'appel du 18 juin prononcé sur les ondes de la B.B.C. par le général de Gaulle, fut apposée en Grande Bretagne au début de l'été 1940 puis dans les territoires de la France Libre.
2. Un légionnaire de la 13e Demi-Brigade de la Légion Étrangère présente le fanion de son unité lors de la campagne d'Erythrée.
3. Le général de Gaulle visite le camp de formation des jeunes Français libres à Brymbach (Angleterre).
4. Une jeune résistante vérifie le stencil avant de tirer les pages d'un journal clandestin.
5. Sabotage d'une voie ferrée.
6. Jeunes du maquis de Plainville (commune de Marolles-les-Buis, Eure-et-Loir).
7. Deux maquisards effectuent une liaison radio.

Pour continuer le combat

S'organiser

A. La France Libre : le général de Gaulle et l'affirmation d'une légitimité

Sa force est jusque-là d'être un symbole mais n'être qu'un symbole est aussi sa faiblesse.

Objectifs de la France Libre :

- créer une force militaire ;
- constituer une base territoriale ;
- être reconnue sur le plan politique.

Chronologie :

- **7 août 1940** un accord franco-britannique donne à la France Libre ses assises administratives et financières ;
- **octobre 1940 :** à Brazzaville le général de Gaulle lance un manifeste où il dénonce l'inconstitutionnalité du gouvernement de Vichy et sa soumission à l'envahisseur ;
- Création du conseil de défense de l'Empire ;
- **24 septembre 1941 :** institution du Comité national français, véritable gouvernement, dont Charles de Gaulle est le chef.

Organisation :

Voir l'organigramme « L'unification de la Résistance à la fin du printemps 1944 » en page 28.

Découvrez des récits d'évadés de France sur les sites de la Fondation Charles de Gaulle (www.charles-de-gaulle.org) et de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation (http : //www.fmd.assoc.fr) à la rubrique Concours National de la Résistance et de la Déportation.

Réception de cinq évadés de France par Wiston Churchill le 22 septembre 1941

Après avoir préparé minutieusement leur évasion, ces cinq jeunes (Christian Richard, 17 ans ; Guy Richard, 15 ans et demi ; Reynold Lefebvre, 16 ans et demi ; Pierre Lavoix, 19 ans et demi ; J.-P. Lavoix, 17 ans) sont partis pour l'Angleterre à bord de deux canoës le 16 septembre 1941 à 21 heures de Fort-Mahon (Somme) et sont arrivés à Eastbourne (Angleterre) le 18 septembre à 4 heures. Les quatre plus jeunes suivirent l'École des Cadets de la France Libre et combattirent avec les Forces Françaises Libres.

Les difficultés des débuts de la France libre vues par le général de Gaulle

« Poursuivre la guerre ? Oui, certes ! Mais pour quel but et dans quelles limites ? Beaucoup, alors même qu'ils approuvaient l'entreprise, ne voulaient pas qu'elle fût autre chose qu'un concours donné, par une poignée de Français, à l'Empire britannique demeuré debout et en ligne. (...) Non ! Pour que l'effort en valût la peine, il fallait aboutir à remettre dans la guerre, non point seulement des Français, mais la France.

Cela devait comporter : la réapparition de nos armées sur les champs de bataille, le retour de nos territoires à la belligérance, la participation du pays lui-même à l'effort de ses combattants, la reconnaissance par les puissances étrangères du fait que la France, comme telle, aurait continué la lutte, bref, le transfert de la souveraineté, hors du désastre et de l'attentisme, du côté de la guerre et, un jour, de la victoire.

Ce que je savais des hommes et des choses ne me laissait pas d'illusions sur les obstacles à surmonter. Il y aurait la puissance de l'ennemi, que seule pourrait briser une longue usure et qui trouverait le concours de l'appareil officiel français pour s'opposer au redressement guerrier de la France. Il y aurait les difficultés morales et matérielles qu'une lutte longue et acharnée comporterait forcément pour ceux qui auraient à la faire comme parias et sans moyens. Il y aurait la montagne des objections, imputations, calomnies, opposées aux combattants par les sceptiques et les peureux pour couvrir leur passivité. Il y aurait les entreprises dites « parallèles », mais en fait rivales et opposées, que ne manquerait pas de susciter, parmi les Français, leur passion de la dispute et que la politique et les services alliés utiliseraient, suivant la coutume, afin de disposer d'eux. Il y aurait, de la part de ceux qui visaient à la subversion, la volonté de dévoyer la résistance nationale vers le chaos révolutionnaire d'où leur dictature sortirait. Il y aurait, enfin, la tendance des grands États à profiter de notre affaiblissement pour pousser leurs intérêts au détriment de la France.

Quant à moi, qui prétendais gravir une pareille pente, je n'étais rien, au départ. À mes côtés, pas l'ombre d'une force, ni d'une organisation. En France, aucun répondant et aucune notoriété. À l'étranger, ni crédit, ni justification. Mais ce dénuement même me traçait ma ligne de conduite. C'est en épousant, sans ménager rien, la cause du salut national que je pourrais trouver l'autorité. (...)

La première chose à faire était de hisser les couleurs. La radio s'offrait pour cela. Dès l'après-midi du 17 juin, j'exposai mes intentions à M. Winston Churchill. Naufragé de la désolation sur les rivages de l'Angleterre, qu'aurais-je pu faire sans son concours ? Il me le donna tout de suite et mit, pour commencer, la B.B.C.* à ma disposition. (...)

Le lendemain, à 18 heures, je lus au micro le texte que l'on connaît. À mesure que s'envolaient les mots irrévocables, je sentais en moi-même se terminer une vie, celle que j'avais menée dans le cadre d'une France solide et d'une indivisible armée. À quarante-neuf ans, j'entrais dans l'aventure, comme un homme que le destin jetait hors de toutes les séries. (...) »

Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre, l'appel (1940-1942)*, Paris, Plon, 1954, p. 69 à 71.

B. En France :
la naissance et l'organisation des mouvements et des réseaux

Dès 1941, sur le sol français et sans initiative extérieure se constituent les mouvements. Fin 1941, trois groupes ont réussi en zone sud, où les risques sont moindres, à faire paraître régulièrement un journal à plusieurs milliers d'exemplaires sur plusieurs régions : *Combat*, *Libération-sud* et *Franc-Tireur*. En zone nord : *Défense de la France*, *Libération-nord*. Leur réussite va faire prendre un tournant à la Résistance du fait : des contacts établis avec la France libre (l'arrivée de deux envoyés de la France libre, Yvon Morandat puis Jean Moulin, s'accompagne d'un financement des mouvements et donc d'un potentiel de tirage bien plus important), du durcissement de la pression de l'occupant et du renforcement de la collaboration pratiquée par l'État français et du réveil de l'esprit républicain qui fait rechercher une information non contrôlée par l'Allemagne ou Vichy.

La presse clandestine a joué un rôle mobilisateur décisif pour le succès des manifestations du 1er mai et surtout du 14 juillet organisées par la Résistance en liaison avec la B.B.C.*.

Quatre types d'objectifs, quatre spécialisations : propagande, renseignement, action (attentats, sabotages), évasion.

Les Réseaux

« Dans le cadre de l'organisation de la Résistance, un certain nombre de groupements furent créés avec, comme critère essentiel, d'avoir des liaisons rapides et fréquentes pour acheminer rapidement vers l'état major interallié de Londres les renseignements et la documentation qu'ils avaient recueillis sur l'implantation et l'action de l'armée d'occupation.

Le B.C.R.A.* constituait la source de renseignements la plus importante des Forces Françaises Libres. Parallèlement, les armées alliées créaient également des réseaux dirigés le plus souvent par des Français, dont les renseignements étaient également adressés à l'état major interallié.

En Afrique du nord et en Indochine, comme en France, les réseaux préparaient la libération du territoire où ils œuvraient. C'était, sous une forme particulière, la continuation de ce qui a toujours existé : les agents des services spéciaux dont le rôle est de fournir à leur pays le maximum de renseignements sur ce qui se passe dans le pays où ils résident.

Les conditions du combat clandestin en France et dans le pays d'outre-mer firent que ces groupements, plus connus sous le nom de « Réseaux de la France combattante », se subdivisèrent en trois actions essentielles : renseignements, évasion, action. Disposant de moyens importants -émetteurs radio, liaison par avions, par navires de surface ou sous-marin, ou réduit au passage des frontières- chacun des réseaux avait une mission nettement déterminée dont la valeur devait se révéler de plus en plus considérable durant les quatre années de guerre.

Le processus traditionnel de création des réseaux était l'envoi par Londres d'un chef de mission qui, arrivé clandestinement en France avec son radio, prenait les contacts nécessaires au recrutement de ses agents.

Les mouvements, issus de milieux socioprofessionnels variés, prenaient en général le nom de leur journal (Combat, Défense de la France, Franc-tireur, Libération-nord, Libération-sud) premier moyen à la fois d'information et de recrutement.

Si vous souhaitez compléter vos connaissances par un bref historique de ces cinq journaux clandestins et par un tableau succinct de la presse clandestine, conectez vous sur les sites de la Fondation Charles de Gaulle (www.charles-de-gaulle.org) et de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation (http : //www.fmd.assoc.fr) à la rubrique Concours National de la Résistance et de la Déportation.

Action *Sabotage d'une voie ferrée. Un saboteur met en place les* **fog-signal** *(détonateurs par compression) reliés aux charges explosives plaquées contre le rail, que la locomotive va déclencher sur son passage.*

Renseignements *Un opérateur radio transmet des renseignements à Londres. Son camarade guette par la fenêtre pour détecter l'approche éventuelle de voitures radiogonométriques utilisées par les Allemands pour repérer les postes émetteurs.*

1 - Réseaux de renseignements

Comme leur nom l'indique, chacun d'entre eux devait centraliser et faire parvenir le plus rapidement possible à l'état major interallié toutes informations recueillies sur l'importance et l'implantation des troupes allemandes, leur armement, leurs transports, leur ravitaillement, les relèves, le nombre de permissionnaires, le point de fortification, les plans de lancement de V2, en un mot tout ce qui constituait l'appareil militaire de l'ennemi. Il suffit de rappeler qu'un train d'essence bombardé c'était l'immobilisation d'une division blindée ennemie pendant plusieurs jours, mais encore fallait-il que le renseignement arrivât suffisamment vite et d'une manière suffisamment précise pour que le bombardement puisse avoir lieu.

2 - Les réseaux d'évasion

Il s'agit là d'une forme tout à fait nouvelle de la guerre secrète. En effet, nul n'ignore que la formation d'un technicien, notamment en ce qui concerne les aviateurs, les sous-mariniers et les physiciens, nécessite de longues années et que, de plus, il faut une expérience éprouvée pendant des mois et des mois de travail pour qu'un spécialiste puisse remplir la tâche qui lui est confiée.

Evasion ***Le lieutenant Moore (à gauche), pilote américain dont l'avion fut abattu sur le sol français, et Pierre et Thérèse Bourguignon, qui l'ont soustrait à la recherche de l'ennemi posent devant un tas de bois qui servit à le cacher.***

Durant les quatre années d'occupation, nombreux furent les avions alliés abattus sur le sol français ; chaque fois, il s'agissait de sauver les pilotes, co-pilotes, radios et tout spécialiste se trouvant à bord. Il fallait également, au travers des différents points de passage, soit par la frontière espagnole, soit par embarquement à bord d'un avion, soit à bord d'un navire, permettre au maximum de techniciens d'aller renforcer les forces alliés.
Ce fut le rôle premier des réseaux d'évasion. Grâce à eux, des milliers de militaires français et alliés purent poursuivre la lutte contre l'ennemi.
S'y ajouta très vite l'organisation de passages par air, par mer, par la Suisse ou par l'Espagne de civils vers la Grande-Bretagne et l'Afrique du nord. Plus de 30 000 tentèrent le passage par l'Espagne, plus de 20 000 arrivèrent et s'engagèrent dans nos armées.

3 - Les réseaux d'action

Conçus pour mener une guerre de subversion, ils avaient des objectifs fixés dans les instructions données aux responsables avant leur départ d'Angleterre (sabotage, essentiellement ; mais aussi réception et stockage d'armes et de matériel, armement des maquis et, éventuellement, instruction et encadrement).
En effet, il était souvent très difficile d'exploiter, depuis Londres, des renseignements parvenus, quelquefois faute de temps, souvent faute de moyens.
Il était parfois extrêmement dangereux de se livrer à des bombardements massifs car les implantations militaires et les réserves allemandes se trouvaient souvent au milieu de la population française qui risquait ainsi de supporter le contrecoup des bombardements.
Il était alors préférable de se livrer à des actions limitées, mais extrêmement efficaces, plutôt que de se livrer à des destructions massives qui auraient empêché une reconstruction rapide au lendemain de la Libération.
De plus, au moment du débarquement, les réseaux « Action », en liaison avec les Combattants des Forces Françaises de l'Intérieur, les maquis et les mouvements de la Résistance, devaient généraliser l'insécurité de l'ennemi sur ses arrières, et en sabotant le maximum de voies de communication, empêcher l'arrivée rapide de renforts.

D'après l'*Écho de la Résistance* n° 352 (journal de la C.N.C.V.R.*) 1989, p. 32-33

Les mouvements

« Ils naissent dès la fin de 1940, à partir d'initiatives individuelles, sans liens entre elles, ni avec les alliés, ni avec le Comité de Libération Nationale du général de Gaulle à Londres. Ce n'est qu'à l'automne 1941 que les premiers contacts sont pris avec lui par Yvon Morandat venu de la zone sud. En 1942, Christian Pineau est le premier dirigeant de Mouvement à rencontrer le chef de la France Libre à Londres au moment où Jean Moulin représente celui-ci auprès des mouvements de zone sud.
Si tous les mouvements entendent participer à la lutte contre l'occupant, les moyens employés sont divers. Pour certains, c'est de préférence **la propagande** (tracts, journaux), pour d'autres **la recherche du renseignement**, pour d'autres enfin la constitution de troupes paramilitaires pour des **actions de choc.** (…) »

Extrait de *Mémoire Vivante* (Revue de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation).

C. Les partis politiques

Le parti communiste

« *Grosso-modo deux thèses sont défendues : l'une maximaliste soutient que les communistes n'ont résisté que le surlendemain de l'invasion de l'Union soviétique par les nazis [juin 1941], l'autre plus nuancée déclare que des communistes sont entrés en résistance, mais non le P.C.F.** »[1] en tant que tel.
Sujet à polémique dont on peut dégager deux conclusions provisoires : le P.C.F.* a bien évolué et cette mue s'est opérée avant juin 1941, des communistes condamnent de plus en plus nettement l'occupant à partir de l'automne 1940. Des responsables comme Charles Tillon ou Marcel Paul exhortent très tôt et sans équivoque à lutter contre l'occupant. L'entrée en résistance est très diverse d'une région à l'autre selon la ligne suivie par les responsables locaux, dans un contexte de clandestinité et de cloisonnement. « *On doit d'abord conclure avec Charles Tillon : " il a bien existé deux partis selon les régions et les cadres ", une situation relativement exceptionnelle pour un parti léniniste* »[2].
Le pacte germano - soviétique a jeté le trouble chez de nombreux militants combattants de la lutte antifasciste des années trente.
À l'instar des mouvements, la Résistance communiste est orientée vers la propagande : tracts, journaux. Afin de réunir des militants au-delà de la sphère d'influence communiste, le P.C.F.* lance au mois de mai 1941 un appel à la formation d'un « Front national de lutte pour l'indépendance de la France ». Avec l'agression allemande contre l'U.R.S.S.*, une nouvelle étape est franchie, levant les ultimes contradictions. L'heure du combat armé est venue. Le 21 août 1941, Pierre Georges alias colonel Fabien, effectue le premier attentat indi-

NAISSANCE ET ORIGINALITÉ DES MOUVEMENTS

« À la différence des réseaux qui se définissent par leurs objectifs militaires, les mouvements souhaitent agir sur la population. L'accroissement des effectifs constitue donc une priorité que bride la réalité politique et sociale de la France : aucune classe sociale, aucune structure politique (à l'exception du P.C.F.* et, dans une moindre mesure, de la S.F.I.O.*) ne bascule en effet ès qualités dans la Résistance. Le recrutement repose sur un engagement individuel, absolument fondamental, que deux éléments, semble-t-il, encouragent. Le journal, d'une part, en créant un lien entre des individus qui s'ignorent et en manifestant de façon tangible l'existence d'une infrastructure clandestine, facilite les ralliements. Les réseaux de sociabilité, d'autre part, jouent un rôle parfois décisif. Les ralliements s'effectuent le plus souvent au sein des milieux professionnels, que redoublent ici et là des connivences politiques. »

Jean-Pierre Azéma et François Bédarida *La France des années noires*, tome II, Paris, Le Seuil, 1993, p. 70

viduel : l'aspirant Moser est tué en plein Paris à la station de métro Barbès-Rochechouart ! Le P.C.F.* est alors le seul à s'engager dans la lutte armée : attentats, exécutions de militaires comme moyen d'atteindre le moral de l'occupant en France, stratégie qui est sujet de discorde avec d'autres organisations.

Le parti socialiste

Divisé avant guerre entre bellicistes et pacifistes, le vote des pleins pouvoirs à Philippe Pétain par 90 parlementaires sur 132 votants (6 s'abstiennent, Léon Blum a voté contre), consacre la rupture apparue au sein du groupe socialiste. Même si le soutien actif au régime de Vichy fut rare parmi les élus et les militants socialistes, quelques-uns souvent pacifistes et anticommunistes, adhèrent à la « Révolution Nationale ». Une dizaine de parlementaires socialistes acceptent de siéger au Conseil National comme Paul Faure, l'ancien secrétaire général de la S.F.I.O.*, qui n'adhère pourtant pas totalement aux idées du nouveau régime. Pourtant des militants ont joué un rôle fondamental dans la renaissance du parti socialiste.

En mars 1941, des militants dont Félix Gouin vice-président du groupe parlementaire, lancent les Comités d'action socialiste (C.A.S.) soucieux de réaliser l'épuration au sein du parti. En mai 1941, les parlementaires socialistes ayant voté les pleins pouvoirs sont exclus, en juin, Daniel Mayer est nommé secrétaire général pour la zone sud. Un mouvement identique se développe sous l'égide de quelques élus et militants isolés dans les départements de la Seine, du Nord et du Pas de Calais. Ces premières étapes marquent le début de la renaissance du parti socialiste.

Parallèlement, des personnalités importantes se retrouvent à Londres autour du général de Gaulle, dont René Cassin, conseiller juridique de la France Libre, qui sera le principal auteur de la *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme* adoptée par l'O.N.U.* en 1948.

Les socialistes ont aussi leur martyr à l'exemple de Max Dormoy, ancien ministre de l'intérieur, assassiné par les membres de l'extrême-droite en juillet 1941. Les socialistes prennent une place importante dans le mouvement *Libération-nord*. Léon Blum, emprisonné, a recouvré son autorité en assurant sa défense au procès de Riom. Le 15 mars 1943, il apporte son soutien au général de Gaulle. Les socialistes ont leur place aussi bien au Comité national français de Londres (tel André Philip en septembre 1942) qu'au Comité français de libération nationale et à l'Assemblée consultative provisoire.

Les partis du centre et de droite

Les partis du centre et de la droite furent comme les partis de gauche traumatisés par la défaite. Ils furent parfois peu éloignés de certaines idées de la «Révolution Nationale», du moins jusqu'au 11 novembre 1942.

Cependant, chez eux aussi, ainsi que parmi les personnes partageant leur sensibilité, il y eut d'illustres résistants précocement engagés.

Citons parmi les militants ou les élus : l'ancien Ministre radical Marc Rucart, le militant démocrate chrétien Georges Bidault, l'ancien militant de l'Action française Jacques Renouvin, le Marquis de Moustier, député du Doubs (républicain indépendant d'action sociale) qui refusa de voter les pleins pouvoirs à Philippe Pétain.

Quelques exemples de personnes engagées dans la Résistance à titre individuel méritent d'être signalés : Henri Frenay, Honoré d'Estienne d'Orves, colonel Rémy, Guillain de Bénouville, etc.

1. Jean-Pierre Azéma, De Münich à la Libération. 1938-1944, *Paris le Seuil, 1979, p. 129.*

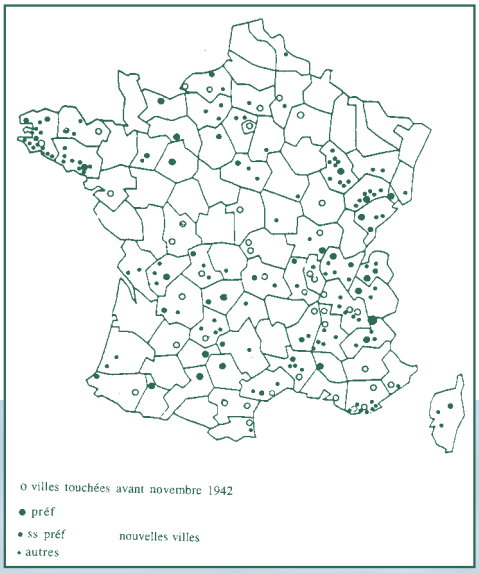
2. Idem, p. 134.

D. Combat des idées, combat des armes… :
mille façons de résister

Qu'est-ce que résister ?

« Selon une première approche, restrictive, la résistance recouvre la notion " d'action organisée ", tant dans ses structures que dans ses formes de luttes. Est résistant tout ce qui a été institutionnellement édifié dans cette perspective : réseaux de renseignements militaires, mouvements groupes armés, structures politiques et administratives d'un État clandestin. Est résistant encore tout acte engendré par de telles organisations : espionnage, actions de propagande, grèves, manifestations, sabotages, attentats, etc.

Cette approche classique de la résistance n'est pas entièrement satisfaisante (…)



Carte des villes touchées par des manifestations *Novembre 1942-Juin 1944.*

Les manifestations de rue

« (…) Après juin 1941, le parti communiste persiste à privilégier les manifestations dites de ménagères. La rupture avec ses formes d'action de l'avant-guerre et la mobilisation d'acteurs nouveaux sont donc un choix délibéré quand même des alternatives nouvelles s'offrent à lui. Il mesure l'existence d'un puissant mécontentement préalable sur un terrain qui ne relève pas de son traditionnel champ d'action, le canalise et lui donne sa forme d'expression en prenant soin de lui conserver ses spécificités initiales.

Cette action qu'il est seul à impulser présente un double avantage en termes stratégiques. Elle permet de mobiliser des milieux qui exercent une influence certaine sur l'opinion quand même ils sont faiblement politisés et qu'il serait impopulaire et malaisé de réprimer, eu égard à leur sexe et à la nature de leurs revendications. Elle permet, dans le même temps, de maintenir dans l'ombre les militants ouvriers appelés par les communistes à d'autres tâches supposant la clandestinité. Ce type de manifestations croît durant l'hiver 1941-1942 et élargit son assise géographique (…). En débordant alors l'assise des fiefs communistes.

Les manifestations patriotiques qui avaient cédé le pas aux manifestations de ménagères, l'hiver durant, retrouvent leur primat en mai 1942 et le conservent jusqu'en novembre. Sous l'effet des convergences nouvelles, le 1er mai 1942, des accords noués entre de Gaulle et les M.U.R.* débouchent sur un appel à passer " silencieusement et individuellement " devant les statues de la République ou les mairies des villes et villages. Un nouvel appel est lancé le 14 juillet à la population de la zone sud à l'exclusion de toute autre. Celle-ci est invitée à se promener en arborant les trois couleurs dans les grandes artères des villes. (…)

Quand, à travers un pays, des milliers de personnes acceptent, sans s'être donné le mot, de cacher des aviateurs rescapés, des résistants pourchassés, des juifs recherchés, des réfractaires en cavale, n'est-ce pas une démonstration concrète de résistance spontanée, l'indicateur objectif d'une authentique résistance civile de masse, c'est-à-dire d'une société civile en état de résistance ? N'est-ce pas alors, à partir de l'été 1943, le tableau souterrain d'une autre France que celle de Vichy, de cette France résistante qui, dans les villes ou les campagnes, exprime de plus en plus clairement son refus de la collaboration et de l'occupation ?

Cette seconde approche (…) prend en compte plus largement la manière dont une société réagit contre une occupation. (…)

Une nouvelle question se pose alors : jusqu'où la complicité peut-elle être considérée comme un engagement résistant ? Pour agir et s'étendre la résistance organisée eut précisément besoin de filières et de lieux qui ne devaient surtout pas attirer l'attention et donc, n'avoir apparemment aucune activité résistante. Mieux valait toujours se réunir dans l'appartement de quelqu'un qui n'était pas impliqué : mieux valait déposer le courrier dans la boîte aux lettres d'une personne qui n'était pas engagée. (…)»

Jacques Semelin in *La Résistance et les Français : villes, centres et logiques de décision*. Actes du Colloque international Cachan 16-18 novembre 1995, Paris, I.H.T.P., 1996, p. 466 et 467.

Les étapes des maquis

«**1940.** Des patriotes, pensant à la reprise de la lutte, camouflent (…) des armes et des munitions abandonnées (…) pendant la débâcle. Des républicains, des combattants, quelques petites unités héroïques qui refusent de se rendre, cherchent refuge au plus profond de nos campagnes.

1941. En raison même des mesures politiques, économiques et anti-sociales prises par le gouvernement de Vichy, la Résistance ne tarde guère à prendre un caractère de lutte passionnée. Les chefs clandestins les plus spécialement visés la dirigent sur tous les plans. (…) Cachés chez des sympathisants, déguisés en ouvriers agricoles dans des fermes isolées, munis de faux papiers, mais trop faibles pour engager des combats ou même des coups de main, ils s'efforcent d'échapper aux " collaborateurs " qui les dénoncent et à la police qui les traque.

1942. Les premières réquisitions allemandes de main-d'œuvre française, sous la forme du S.T.O.*, pour équiper les usines d'outre-Rhin, sont promulguées fin novembre 1942. Les réfractaires à cette nouvelle contrainte fournissent aux maquis un recrutement massif. Beaucoup d'indifférents au destin de la patrie se trouvent brusquement placés devant ce dilemme : se soumettre et partir en Allemagne, ou se dérober en rejoignant les maquisards. En outre, à la même date, Hitler rompt les conditions de l'armistice : il fait envahir tout le territoire français et exige la dissolution de l'embryon d'armée qu'il avait toléré. Quelques officiers et sous-officiers de carrière, rendus ainsi disponibles, vont fournir aux maquis de nouvelles recrues et quelques instructeurs. Mais ce n'est qu'au prix de longs et patients efforts que les maquis pourront engager les combats qu'il eût été fou de tenter aux stades précédents.

L'action des maquis

Mieux armés, grâce surtout aux parachutages, les maquis s'enhardissent, diversifient et intensifient leur action. Ils multiplient les sorties, attaquent les convois et les détachements, coupent les voies ferrées, font sauter les ponts et les écluses, paralysent sur une vaste échelle les mouvements ennemis. Ils appliquent la tactique de la guérilla, rompant ici pour reparaître ailleurs, se reformant, harcelant, sabotant, détruisant, attaquant sans répit.

Parachutage dans le Vercors. Outre les armes récupérées dans les containers, les parachutes serviront à faire des tentes.

C'est au tour de la *Wehrmacht* de se défendre. Elle n'a plus maintenant en face d'elle des traqués ou des bandes inexpérimentées. Elle se heurte partout à des groupes, dont l'armement, le commandement et l'expérience ne cessent de s'améliorer.

Lors du débarquement en Normandie, ils livrent des combats meurtriers qui fixent ou retardent les colonnes allemandes de renfort. Au moins dix divisions nazies sont ainsi retenues en toutes régions de France, au moment décisif de l'opération.

***L'écho de la Résistance* n° 352 (Journal de la C.N.C.V.R.*), 1989, p. 34 et 35.**

Sabotage et attaque d'un transport de troupes allemandes

Une des activités principales des maquis dans les campagnes et des groupes francs dans les villes, consistait en sabotages destinés, soit à diminuer la production en faveur de l'occupant, soit à paralyser les déplacements de celui-ci : les rails étaient déboulonnés, les stocks incendiés, les pylônes électriques abattus, les machines et les usines dynamitées. Parfois le sabotage s'accompagnait d'une embuscade et de l'attaque d'un convoi immobilisé, soit par des barrages de route, soit par des déraillements de wagons, les maquisards faisaient même parfois des prisonniers.

Résistance-Fer (Le N.A.P.-Fer)

« (...) De juin 1940 à la Libération, les agents de la S.N.C.F.* se sont obstinément refusés à la collaboration que l'ennemi prétendait exiger d'eux. Dans la lutte contre l'Allemand, les cheminots occupèrent une position stratégique de premier ordre et bénéficièrent, par tradition et par obligation professionnelle, d'une cohésion et d'un esprit de corps hors pair. Aussi purent-ils pratiquer efficacement toutes les formes de résistance : résistance passive, opérations de liaison, évasions de prisonniers, transport de passagers clandestins, rapatriement d'aviateurs alliés descendus au-dessus des pays occupés, renseignements, sabotages, participation à l'insurrection nationale...
Les sabotages ont joué à plein et sur tous les plans : contre les installations (gares, voies, ponts, aiguillages), contre le matériel (locomotives, wagons, grues). Les moyens en étaient divers : ici la bombe, là le déboulonnage ; ici la machine lancée à contre-voie et qui allait s'écraser sur un train de sens inverse ; là une véritable expédition armée contre un centre important (...) »

Paul Cusson, *Les cheminots in La France et son Empire dans la guerre*, II-p.132

Le démantèlement du réseau ferroviaire :

- ***isola des troupes ennemies ;***
- ***favorisa leur harcèlement par la Résistance ;***
- ***empêcha leur acheminement par voie ferrée vers la zone des combats ;***
- ***contribua puissamment à la réussite des débarquements alliés et à la Victoire.***

La presse clandestine

« ***La presse clandestine nous paraît remplir une triple fonction : information*** *des Français par la publication des nouvelles censurées ;* ***éducation*** *des citoyens par la dénonciation du totalitarisme nazi ou vichyssois et la défense des valeurs républicaines et démocratiques ;* ***mobilisation*** *des résistants -ou du peuple tout entier- pour un combat spirituel, politique ou militaire selon les périodes et les conceptions de chaque journal.* »

François Marcot, *Les voix de la Résistance*

« *(…) La collecte des informations appelait un effort de coordination. La France libre envoyait régulièrement en France un* Courrier d'information, *rapidement augmenté de brochures et de documents divers (y compris des photos) sur microfilms. À partir de 1942 le B.I.P.* de Georges Bidault diffusa l'information de Londres par le* Bulletin de la France combattante *et le* Bulletin d'informations générales, *conçus par d'authentiques journalistes. (…) Les M.U.R*., qui jugeaient le B.I.P.* politiquement trop proche de Londres, organisèrent en 1943 un centre d'information et de documentation (C.I.D.) qui diffusa le* Bulletin intérieur des M.U.R*. *À la fin de la guerre, l'exigence de l'unification eut raison de ces divergences. Une Fédération nationale de la presse clandestine fut créée en novembre 1943 pour coordonner les efforts et, en août 1944 le B.I.P.* et le C.I.D.* fusionnent pour former l'Agence d'information et de documentation. (…)* »

Jean-François Muracciole, *Histoire de la Résistance en France*, Paris, P.U.F., *Que sais-je ?*, 1993, p. 77

La réaction des jeunes au port de l'étoile jaune[1]

« Le 7 [juin 1942], sur le boulevard Saint-Germain, une jeune fille de dix-huit ans, élève de l'École Alsacienne, fut arrêtée alors qu'elle portait deux insignes en carton sur lesquels était inscrit : " bouddhiste " et " budhist ". Elle s'appelait à cette époque M^lle^ Solange de Lipkowski. Un peu plus loin, sur le même boulevard, une jeune artiste peintre (vingt-trois ans), M^me^ Madeleine Bonnaire, fut appréhendée et conduite au commissariat de police de Saint-Germain-des-Prés pour avoir orné son manteau de l'étoile jaune. " *En cours de route,* spécifie le rapport de police, *M^me^ Bonnaire s'est précipitée devant un groupe d'une dizaine de soldats allemands leur faisant un pied de nez.* "
Le lendemain, 8 juin, Roland Borivant, vingt ans, boulanger de son état, se promenait arborant l'étoile jaune tandis que l'étudiant Henri Plard (vingt-trois ans) eut l'idée d'introduire dans la poche supérieure de son veston une pochette en papier jaune, sans inscription, dont la partie supérieure était découpée en étoile.
Le 10, on vit deux ouvriers, Nicolas Rebora et Lazare Villeneuve, âgés respectivement de dix-neuf et de vingt-deux ans, arborer l'étoile juive. Le collégien Tony Basset (seize ans) jugea bon d'orner la sienne de l'inscription de " Zoulou ", tandis que Michel Ravet (employé de commerce, vingt et un an) avait inscrit sur son insigne " Goï ". Le 11, on vit entrer dans le mouvement des zazous ou du moins leurs apparentés. Ainsi, l'étudiant Michel Reyssat et un employé au Ministère des Finances, Émile Augier, inscrivirent, l'un et l'autre, sur leur insigne " Swing " ».

Gérard Walter, *la vie à Paris sous l'occupation 1940-1944*, Paris, Armand Colin, 1960, p. 185.

1. À partir du 7 juin 1942, une ordonnance allemande imposait le port de l'étoile jaune à tous les Juifs âgés de plus de six ans de la zone occupée.

Les formes de lutte multiples : l'exemple du mouvement Défense de la France

« *Défense de la France constitue (…) un mouvement classique dont l'action résume* ***la palette des activités clandestines****. D.F.* diffuse un journal, fabrique des faux papiers, pratique le sabotage et dirige à partir de 1944 deux importants maquis. (…)*
Les premiers membres de D.F. disposent d'un choix. Il n'est pas plus irréaliste en 1940 de rejoindre l'Angleterre ou de mener une action militaire, que de créer ex nihilo un mouvement centré sur la propagande (…) Beaucoup estiment que la lutte doit être menée en France même : le salut ne saurait venir de l'étranger. (…)*
L'occupation nazie, plus que le triomphe provisoire d'une force mécanique supérieure, se solde par la victoire provisoire de valeurs inadmissibles. Face à ce péril, agir sur une opinion publique traumatisée s'impose. (…)
" Le journal, c'est une manière de se prouver à soi-même que l'on refuse, et de tenter de modifier la psychologie d'un peuple auquel on appartient. Il n'a pas pour fonction première d'informer. Il est d'abord acte moral : ce n'est pas de l'information " insiste [Philippe] *Viannay. (…)*
[Robert Salmon rappelle qu'] *" il fallait commencer par remonter le moral de la population et par conséquent faire rentrer moralement la France dans la guerre […] donc faire de la propagande au bon sens du terme ". (...) Le journal permet en effet de rencontrer des individus, de les souder autour d'une activité commune et de leur offrir, par son contenu, une identité. (…)*
La défaite étant conçue en des termes moraux, le combat doit emprunter les « armes de l'esprit ». (…) *La presse n'exigeant aucune compétence technique, l'impression exceptée, elle permet une facile agrégation à l'organisation clandestine. (…)*
Défense de la France dispose dès 1941 d'une infrastructure relativement solide qui tranche sur les moyens dérisoires dont pâtit une première résistance. (…) Le souci d'indépendance, la volonté de périodicité et les impératifs de sécurité conduisent dès lors D.F. à monter ses propres imprimeries. Cette option le distingue des autres organisations clandestines qui, en règle générale, sous-traitent l'impression des journaux auprès d'imprimeurs patriotes. (…)*
La presse clandestine est un organe de

▲ Une jeune résistante actionne une presse à vulcaniser

Fausse carte d'identité ➤

Lorsqu'un résistant se sait recherché, une vie dangereuse commence. Il quitte son travail et son domicile et devient un clandestin. L'emploi de faux papiers d'identité devenait obligatoire. Les services allemands vérifiaient dans les registres d'état civil l'identité des personnes qu'ils avaient appréhendées. Les faussaires de la Résistance recherchaient donc des communes dans lesquelles les documents d'état civil avaient été détruits soit pendant les combats de mai-juin 1940, soit sous les bombardements alliés. Par ailleurs, il était d'usage de prendre un nom et un prénom d'emprunt qui commençaient par les mêmes initiales que sa vraie identité afin de ne pas être confondu lors d'une arrestation par des objets personnels (mouchoirs, portefeuille) qui très souvent à l'époque, portaient la marque de leur propriétaire.

***propagande destiné à contrer la propagande officielle**: elle définit le sens de son combat, elle fonctionne également comme un mode de recrutement destiné à unifier un mouvement dont les membres s'ignorent, elle propose des procédures de ralliement. Le mouvement demande à la population de l'aider: il propose aux Français de recopier le journal pour accroître sa diffusion. À partir de février 1942, il sollicite une participation financière à son effort. (…)*

*Dès le début 1943 (…) le mouvement évolue. **Il crée une centrale de faux papiers, monte des corps francs, se lance dans le sabotage et le renseignement. Cet élargissement du répertoire se double d'une professionnalisation des pratiques.** D.F.* se dote d'imprimeries modernes qui lui permettent d'atteindre des tirages colossaux et fabrique des faux papiers par dizaines de milliers. **Le mouvement passe ainsi d'une «phase artisanale» à une «organisation industrielle».** (…)*

Au commencement, l'action militaire n'appartient pas au répertoire de D.F. qui refuse la logique de l'action immédiate. Pourtant (…) à partir de 1942 (…) le mouvement* [va] *infléchir sa ligne. **En effet les groupes provinciaux se forment autour de 4 types d'actions: la récupération des armes, les évasions, le renseignement et les sabotages.** (…)*

D.F. accepte cette militarisation dans la mesure où elle valorise le mouvement aux yeux des envoyés de Londres. À partir de 1943 en effet, de Gaulle souhaite, en créant le C.N.R.* (...) unifier la Résistance intérieure. Or, pour être admis dans ce cénacle, les mouvements doivent disposer "suivant les critères du B.C.R.A.* d'un journal, d'un réseau de renseignement et d'un groupe paramilitaire" (...) »*

Olivier Wieviorka, *Une certaine idée de la Résistance. Défense de la France 1940-1949*, Paris, Seuil, 1995, p. 15, 25 à 28, 35, 99,126, 128.

En 1944, la presse clandestine forte d'environ 1 200 titres reflète la diversité des courants de pensée de la Résistance

Avec 450 000 exemplaires en janvier 1944, Défense de la France détient le record des tirages opérés par la presse clandestine sous l'occupation. En 1944, Combat a un tirage de 300 000 exemplaires, l'Humanité de 250 000, Franc-Tireur de 165 000, Résistance de 100 000, Libération Nord de 50 000, le Populaire de 210 000 pour les deux zones.

Distribution du faux journal : Le Nouvelliste de Lyon

«C'est au début de 1943 que les groupes-francs [des Mouvements unis de la Résistance] chargés de l'exécution des coups de main dans la région lyonnaise décidèrent de porter à la connaissance de la population que la Résistance, contrairement aux déclarations du ministre de l'Information de Vichy, Philippe Henriot, existait toujours à Lyon. C'est en utilisant et en maquillant les colonnes de l'un des journaux les plus collaborateurs et les plus venimeux. "*Le Nouvelliste de Lyon*", que la Résistance désirait faire entendre sa voix. (...)

Dans une imprimerie clandestine installée chez Pons, il fallut composer, rédiger, préparer, le journal qui, par sa présentation extérieure, devait rappeler exactement le journal "*Le Nouvelliste de Lyon*" (...)

Il s'agissait ensuite de diffuser et de faire vendre ce numéro spécial dans les kiosques comme s'il était véritablement le journal édité par les collaborateurs. Le jour fixé [31 déc. 1943], toutes les équipes de groupes-francs et toutes les équipes de jeunes propagande-diffusion et des Forces Unies de la Jeunesse furent mobilisées. Sous la direction de Duvernois, des jeunes garçons qui n'avaient pas encore vingt ans (...) préparèrent leur action.

Le Nouvelliste

Six voitures arborant les vignettes «Service de Presse» furent préparées. À 5 heures du matin, les paquets sont confectionnés et mis dans des camionnettes dont le circuit de distribution a été préparé. Chacun se précipite vers les kiosques de son secteur. Les équipes reprennent les journaux déjà distribués en indiquant aux tenanciers des kiosques que "*Le Nouvelliste*" vient d'être censuré par les autorités allemandes, qu'elles leur livrent les nouveaux numéros qui viennent d'être édités qui, dès qu'ils sont mis en vente, sont arrachés par la population. (...)

À 8 heures du matin, la distribution des numéros spéciaux édités par la Résistance est terminée, les camionnettes rentrent dans leurs garages, nos camarades se dispersent et 30000 exemplaires du journal appelant la population lyonnaise à la résistance contre l'occupant sont dans toutes les mains.

Pressés de rattraper les camionnettes, les policiers n'ont en effet pas pensé à saisir dans les kiosques les numéros encore en vente et que les vendeurs s'empressent de mettre à l'abri afin de les vendre sous le manteau dans le courant de la journée.»

***L'écho de la Résistance* n° 352 (Journal de la C.N.C.V.R.*), 1989, p. 27-28.**

E. Des difficultés multiples à surmonter

Difficultés et dangers

- ***Risques :*** **répression renforcée par la collaboration policière de Vichy (accords Bousquet/Oberg d'août 1942), dénonciations, tortures, déportation[1], exécutions, représailles sur les proches et la population…**
- **Manque de moyens et d'expérience**
- ***Éducation :*** **l'éducation française d'avant guerre valorisait à côté du dévouement à la Patrie, l'obéissance à l'État rendant ainsi difficile l'audace d'entrer dans l'illégalité**

Le franchissement du tabou de l'illégalité

« (…) Qu'elle soit armée ou non, la résistance implique une rupture radicale avec le modèle civique encouragé par l'État en temps de paix. La résistance civile suppose des formes (…) de désobéissance contre l'État autoritaire et donc le ***franchissement du tabou de l'illégalité*** *tandis que la résistance armée renvoie à une forme de rupture encore plus brutale : non seulement la pratique de l'illégalité mais aussi la réappropriation par l'individu de l'exercice de la violence physique. Or l'un et l'autre de ces comportements oppositionnels sont (…) découragés par l'État moderne en temps "normal" (...)*

Comment alors s'étonner que la résistance, quelles qu'en aient été ses formes, soit demeurée un phénomène limité ? Si la résistance est restée minoritaire, ce n'est pas seulement pour toutes les raisons avancées habituellement : la débâcle, l'armistice, la collaboration d'État, la répression, l'adhésion de l'Église catholique à Vichy, etc. À ces facteurs objectifs que l'on pourrait qualifier d'exogènes, il faut ajouter des facteurs endogènes qui sont liés au modèle éducatif commun, à la conformité exigée de tous : celle de l'obéissance à l'État et de l'interdiction du recours privé à la force armée. (…) »

Jacques Semelin in *La Résistance et les Français : villes, centres et logiques de décision* Actes du Colloque international Cachan 16-18 novembre 1995, Paris, I.H.T.P., 1996, p. 468.

Lutter contre l'asservissement des esprits

Dès 1940, Vichy et les services allemands entreprennent la conquête de l'opinion publique. Outre la « Révolution Nationale » qu'elle encense, la propagande vichyste présente la défaite comme un châtiment mérité et dénonce les entreprises criminelles de la Grande-Bretagne. De leur côté les Allemands insistent sur la supériorité du régime nazi et exaltent leurs victoires militaires. Les Français se trouvent ainsi soumis au feu de deux propagandes.

« H.R. Kedward a montré que l'attitude dominante chez de nombreux résistants, en 1940-1941, conjugue hostilité patriotique aux Allemands et bienveillance, voire sympathie, pour le régime de Vichy. (…) Les mouvements de Frenay et de De Menthon, constitués d'hommes venus des diverses familles de la droite, ne se détachèrent que tardivement de l'étreinte vichyssoise (…) La popularité du Maréchal est incontestable dans cette France écrasée. Personne ne met en doute la sincérité du nationalisme du vainqueur de Verdun (…) L'illusion du "double jeu" de Pétain s'est longtemps nourrie du désir d'union des Français et bien des résistants ont été retenus dans leurs attaques contre Vichy par le refus d'assumer, en ces heures tragiques, la responsabilité de la guerre civile. »

Jean-François Muracciole, *Histoire de la Résistance en France*, Paris, P.U.F., *Que sais-je ?*, 1993, p. 34

Affiche bilingue, datée du 10 juillet 1942, annonçant les peines encourues par les proches parents des résistants.

DIFFICULTÉS

« (...) Résister dans ces conditions, alors que les guerriers du *Reich* continuaient de caracoler et semblaient parfaitement capables d'imposer la *pax germanica*, apparaissait l'entreprise irresponsable, tout juste bonne à déclencher des représailles, de quelques têtes brûlées et de marginaux. Elle était en tout cas fort peu crédible pour l'opinion publique ; or cette opinion devenait un enjeu qu'il fallait coûte que coûte conquérir et ce fut bien là, justement, une des tâches que se fixèrent en priorité les premiers Mouvements de Résistance : faire comprendre que l'on pouvait résister. En 1942, tout en demeurant plurielle et multiforme, ce qui - aux yeux de Kedward - est un atout, la Résistance acquit une sorte d'identité collective au point que l'on peut en parler au singulier. Elle est plus et mieux qu'un simple groupe de pression, car désormais elle offre des solutions alternatives, cohérentes et crédibles. Elle a pu réintroduire de la complexité dans une situation que, en 1940, les nouveaux maîtres de Vichy avaient abusivement simplifiée ; elle sait rappeler, tout en évitant de déclencher, comme naguère, angoisses, rejet ou repli sur soi, que la France ne peut se désintéresser de la guerre qui se poursuit. Elle contribue donc, également, à rétablir la continuité, gommant le traumatisme de l'été 40, celui qui avait permis à Pétain de s'imposer comme thaumaturge. (...) Comment expliquer pareille maturation des esprits ? À cette interrogation classique, il est apporté généralement une première réponse qui lie progression de la Résistance et évolution de la conjoncture : (...) le poids grandissant des exigences de l'occupant qui fait fonctionner la Collaboration d'État à sens unique, dessillent les yeux. Deuxième réponse (...) : la remontée du patriotisme qui par-delà des clivages partisans, soude un nombre de plus en plus grand de Françaises et de Français. Sans doute, à droite, la tonalité est-elle plus nationaliste, voire germanophobe, alors qu'à gauche on trouve des accents plus jacobins, avec des références explicites aux hommes de l'an II et aux vainqueurs de Valmy. Mais la lutte contre l'occupant unifie bien les esprits dans une trame commune. (...)»

Avant-propos de Jean-Pierre Azéma in *Naissance de la Résistance dans la France de Vichy* de H.R. Kedward, Seyssel, Champ Vallon, 1989 (1re éd.1978), p. 11-12.

Divergences de vue, divisions

Le processus d'unification dirigé de Londres n'allait pas sans mal. Aux querelles de personnes et à la méconnaissance mutuelle, s'ajoutaient de réelles divergences politiques et stratégiques. Les mouvements acceptaient mal la perte de leur indépendance : s'ils reconnaissaient la nécessité d'une coordination militaire, ils refusaient de se retrouver politiquement aux ordres du général de Gaulle ou de Jean Moulin. Les mouvements exprimaient également une hostilité à la renaissance des partis.

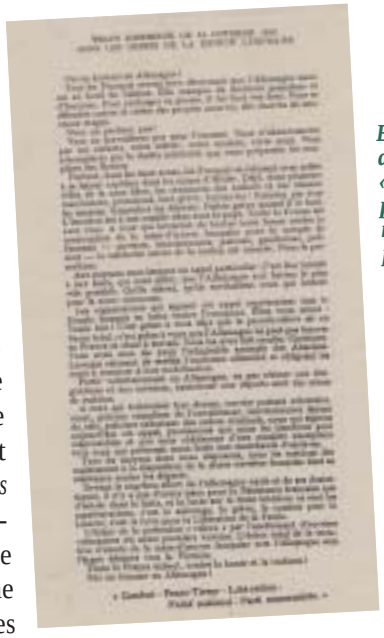
Dans le même temps la stratégie « atten-

tiste»[2] (jour Jistes) du général Delestraint (chef de l'Armée secrète) était critiquée au nom de la nécessité d'une lutte permanente et immédiate. Au départ, en 1941, seul le P.C.F.* prône l'action immédiate. Puis d'autres organisations révisent leur attentisme d'abord motivé par la crainte de provoquer des représailles aveugles.

Des différences étaient vite apparues dans l'appréciation de la situation qui tenaient en partie à des clivages politiques. Tous ne combattaient pas le même occupant : pour bon nombre de résistants, c'était toujours l'ennemi héréditaire, pour d'autres c'était aussi le produit du système nazi.

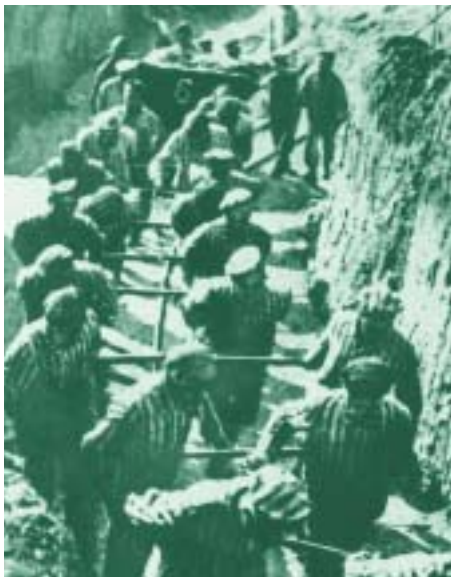
Autre choix important des tout premiers temps : fallait-il faire un bout de chemin avec Philippe Pétain ? Certains proches de l'armée d'armistice comptaient sur des membres de l'état major qui préparaient une revanche. C'était notamment le cas des services de renseignement qui réussissaient en particulier à éliminer les espions à la solde de l'Axe. Pour eux, Philippe Pétain semblait jouer double jeu.

D'autres étaient sensibles au renouveau qu'apportait la « Révolution Nationale » et vantaient comme l'affirmait le journal de Henri Frenay le 25 août 1941 « *les excellentes réformes intérieures qui sont énoncées* ». Il fallut attendre le printemps voire l'automne 1942, pour que ceux des résistants qui avaient été séduits par Pétain ou la « Révolution nationale » deviennent à la fois « *des soldats sans uniforme et des citoyens en révolte* ». L'État français, d'ailleurs, avait petit à petit interné ou emprisonné un bon nombre de ceux qui avaient cru au double jeu de Philippe Pétain.



En octobre 1942, dans le cadre de la campagne contre la « relève », pour la première fois paraît dans la région lyonnaise un tract signé à la fois par des mouvements de résistance et un parti politique, le P.C.F., ce qui va causer quelques remous parmi les résistants. Ce tract souligne un aspect important de la résistance : le refus de la collaboration économique : « Vous ne travaillerez pas pour l'ennemi ». Il préfigure la campagne contre le STO qui sera un des thèmes les plus importants de la propagande clandestine à partir du début de 1943.

Exécution de résistants.



Des déportés travaillent à la carrière de granit situé près du camp de Mauthausen

Ceux des résistants qui ne sont pas tombés sous les balles allemandes ou n'ont pas succombé aux tortures sont dirigés vers les camps de concentration où ils connurent une mort lente par la faim, le froid, le travail exténuant, les sévices de toute sorte.

L'union

Malgré cette diversité et ces divergences, l'un des thèmes favoris de la Résistance intérieure dans ses journaux clandestins est que dans les heures exceptionnellement graves que vivait la Nation, les divisions d'autrefois n'avaient plus cours et que l'union de tous les Français était nécessaire.

« *En dehors du parti officiel de la soumission, en dehors de quelques opportunistes, il n'y a plus qu'un seul parti, celui de la Résistance. La Résistance assure au-delà d'elle-même une mission totale, l'union pour la Libération, l'unité par la Libération* » (Maxime Blocq-Mascart dirigeant de l'O.C.M.* 1942).

Parce qu'ils les ont toujours défendues ces valeurs ou parce qu'ils les découvrent dans le combat, les résistants se retrouvent unis autour des valeurs de justice, de patriotisme, de liberté individuelle, de dignité humaine, de démocratie, d'égalité.

La Résistance dans la stratégie des Alliés

Churchill, dès avant l'été 1940, avait senti l'importance que pourrait avoir une guerre de subversion dans les pays qui étaient, ou viendraient à être envahis.

À la fin de juin 1940, il mettait en place le *Special Operations Executive* (S.O.E.), distinct du S.I.S.* le renseignement anglais, et lui donnait mission de « *mettre le feu à l'Europe* ».

Le S.O.E.* aura pour objectif le sabotage industriel et économique, et celui des voies de communication. Il devra, aussi, armer les partisans, les former là où cela sera nécessaire, les encadrer si besoin est. Il opère dans le monde entier.

Pour la France, plusieurs sections sont créées, dont l'une la section F, monte les réseaux connus maintenant sous le nom de son chef, le colonel Buckmaster. Une autre section, R.F., travaille en étroite liaison avec le B.C.R.A.* qu'elle assiste, dont elle forme les agents et à qui elle fournit armes, matériel, moyens de communication et de transport.

Les Américains, eux, n'entrèrent évidemment que plus tard en action. On sait qu'au plan politique l'aide qu'ils apportèrent au général Giraud, ou l'utilisation qu'ils firent de lui, posa des problèmes à la France Combattante ; mais l'*Office of Strategic Services* (O.S.S.) travailla en étroite liaison avec le S.O.E.* et, bientôt, avec le B.C.R.A.*

À la veille du débarquement, tous se retrouvèrent réunis sous un commandement unique : l'État-Major des F.F.I.* (E.M.F.F.I.) du général Koenig à Londres et le *Special Projects Operation Centre* (S.P.O.C., d'abord anglo-américain, rejoint par les Français le 20 juin 1944) à Alger.

1. Un peu plus de 80 000 personnes (en l'état actuel des recherches effectuées par la Fondation pour Mémoire de la Déportation en 2000) ont été arrêtées en application des mesures de répression prises par l'occupant ou le régime de Vichy comme résistants, opposants politiques, otages… Près de 50 % d'entre elles sont mortes en déportation.

2. Attendant le débarquement allié pour lancer une opération armée.

1

4

2

5

3

6

7

1. Bir Hakeim (Libye). Légionnaires F.F.L. à l'assaut dans le désert.
2. Les Forces Françaises Libres arrivent dans les lignes anglaises après l'évacuation de Bir Hakeim. Une émouvante « photo de famille » des héros de Bir Hakeim.
3. Escadrille Normandie-Niemen. Le commandant Louis Delfino, chef de l'unité « Normandie » de la France Combattante et le commandant I. Vdovine, chef de l'État Major à l'aérodrome auprès des avions.
4. Jeunes résistants au combat.
5. Libération de Marseille.F.F.I. en embuscade sur la Canebière.
6. Libération de Paris. Barricade rue de la Huchette.
7. L'enthousiasme de Paris libéré.De Gaulle, entouré des chefs de la Résistance, porté par l'enthousiasme populaire, descend les Champs-Élysées le 26 août 1944.

Vers la victoire

S'unir et triompher

A. Les relations Résistance intérieure France Libre et la mission de Jean Moulin

Dès juin 1940, dans le cadre de l'état-major qu'il constitue, de Gaulle forme un Deuxième Bureau qu'il confie au capitaine Passy, avec mission de créer un service de renseignements. Les premières missions partent dès l'été 1940 et débouchent sur des contacts intéressants : celle du colonel Rémy est à l'origine en France de la « *Confrérie Notre Dame* » l'un des plus importants réseaux de renseignement de la France Libre.

- Londres fournit un appui aux résistants de l'intérieur. De Londres partent des émissions de la B.B.C.* qui touchent malgré les brouillages les populations de l'Europe occupée, ainsi que des aides notamment par parachutages d'armes, d'hommes, et de finances.
- Plus généralement l'action de la Résistance intérieure affaiblit d'abord moralement l'adversaire commun, et les renseignements qu'elle fournit sont indispensables à la France Libre et aux Alliés.

Londres et la Résistance intérieure

Parachuté dans la nuit du 1er au 2 janvier 1942, le préfet Jean Moulin est chargé d'une double mission par le général de Gaulle : rallier les mouvements de Résistance et les unir, créer l'Armée secrète unifiée.

Ayant noué des contacts en zone sud avec François de Menthon responsable du groupe *Liberté* et Frenay devenu chef du puissant mouvement *Combat*, et des membres de *Libération Sud*, il entreprend la coordination de ces mouvements. Le 22 octobre 1942, le général de Gaulle le nomme président du comité de coordination de zone sud qui réunit Frenay, D'Astier de la Vigerie, Jean-Pierre Levy, les chefs de *Combat*, *Libération* et *Franc-Tireur* et le général Delestraint qui a accepté de former l'*Armée secrète* issue des groupes paramilitaires des mouvements. Le débarquement anglo-américain en Afrique du nord le 8 novembre 1942 entraîne l'élargissement de sa mission. Sous son impulsion, le comité de coordination devient le 26 janvier 1943 le directoire des Mouvements unis de Résistance ouvrant la voie de l'unité de commandement.

En zone nord, Jean Moulin a chargé le commandant Henri Manhès, un ancien du cabinet de Pierre Cot, d'aider le général Delestraint à mettre en place l'*Armée secrète*. Parallèlement Pierre Brossolette réalise avec Passy la mise sur pied du comité de coordination pour la zone nord. Toutefois, Jean Moulin comme Pierre Brossolette et les chefs des mouvements sont hostiles au retour des anciens partis politiques de la IIIe République. Jean Moulin comprend qu'il est nécessaire d'intégrer les partis politiques dans un organisme quelconque suivant l'idée de Christian Pineau de *Libération-Nord*, sinon le processus se fera en dehors de la Résistance. Enfin, ce « parlement clandestin » doit constituer un embryon de représentation nationale qui, uni derrière le général de Gaulle, doit lui permettre de surmonter les préventions du président Roosevelt. Lors du second voyage de Jean Moulin à Londres, le général de Gaulle le désigne comme son unique représentant en France et le charge de mettre sur pied le Conseil de la Résistance. Le 27 mai 1943, au 48 de la rue du Four, Jean Moulin réunit en séance inaugurale les 18 participants représentants, mouvements, partis et syndicats.

« Sans le Conseil National de la Résistance, il n'y aurait pas eu une Résistance, il y aurait eu des résistances » **De Gaulle**

Le Conseil National de la Résistance à la Libération

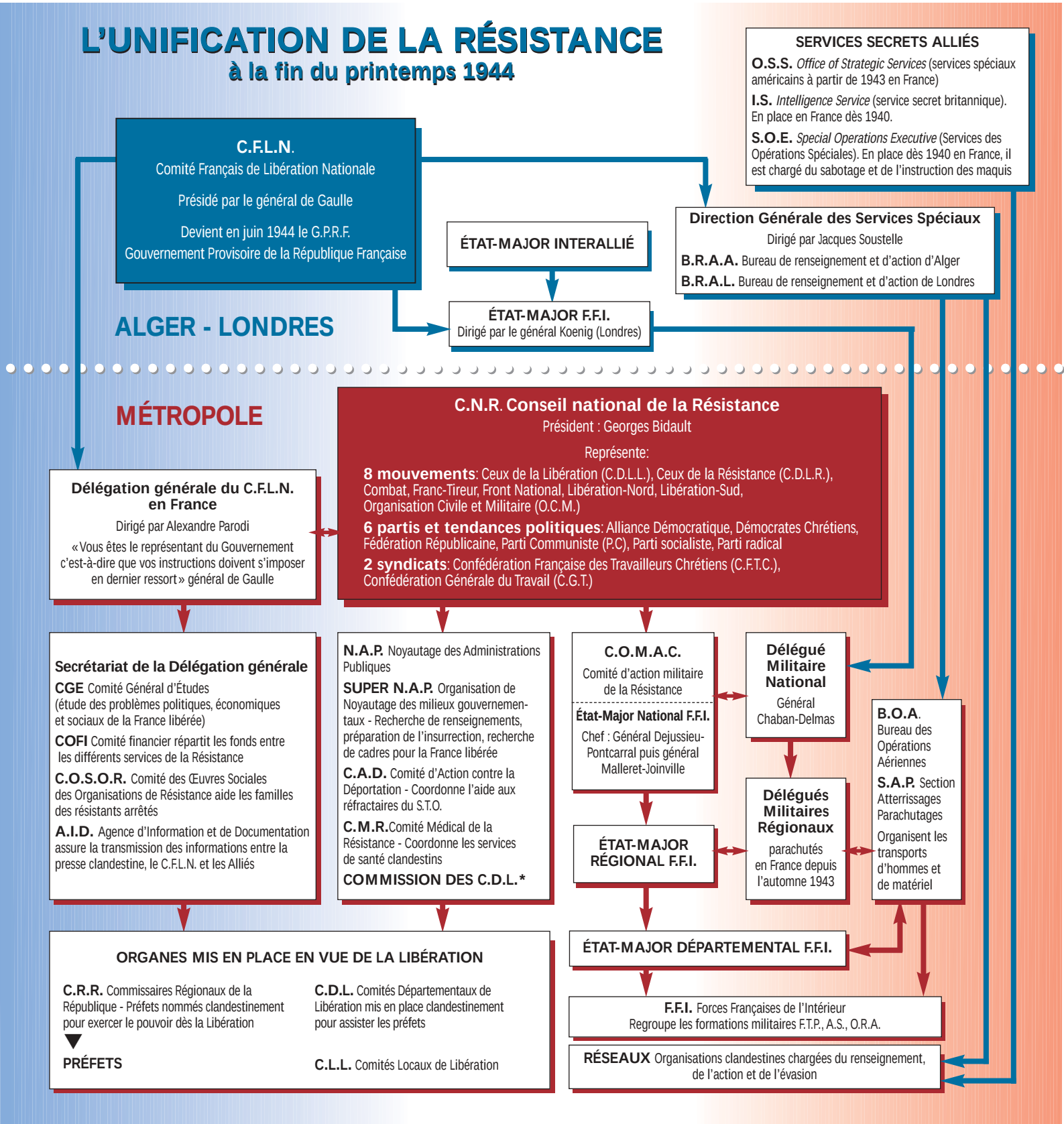
De gauche à droite : Jacques Debû-Bridel (Fédération Républicaine), Pierre Villon (Front National), Gaston Tessier (Confédération Francaise des Travailleurs Chrétiens), Robert Chambeiron (secrétaire-adjoint), Pascal Copeau (Libération-Sud), Joseph Laniel (Alliance Démocratique), Jacques Lecompte-Boinet (Ceux de la Résistance), Georges Bidault (Président) André Mutter (Ceux de la Libération), Henri Ribière (Libération-Nord), Daniel Mayer (Parti socialiste), Jean-Pierre Levy (Franc-Tireur), Paul Bastid (Parti radical), Auguste Gillot (Parti Communiste), Pierre Meunier (secrétaire), Louis Saillant (Confédération Générale du Travail).

Vous pouvez retrouver l'intégralité du programme du Conseil National de la Résistance (adopté le 15 mars 1944) et la composition de ce conseil sur les sites de la Fondation Charles de Gaulle (www.charles-de-gaulle.org) et de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation (http : //www.fmd.assoc.fr) à la rubrique Concours National de la Résistance et de la Déportation.

B. Les étapes
de l'unification et la mise en place d'un gouvernement provisoire de la République

Le Comité français de libération nationale :

Le C.F.L.N.*, créé le 3 juin 1943 marque rapidement le triomphe du concept gaulliste de gouvernement provisoire, éliminant les giraudistes. Le choix des commissaires manifeste le double souci de représentativité nationale et d'unité de la Résistance. S'y trouvent des représentants de la France libre (René Pleven), de la Résistance intérieure (Henri Frenay, Emmanuel d'Astier de la Vigerie…), des partis politiques (radicaux : Pierre Mendès-France, socialistes : André Le Troquer, démocrate-chrétien : François de Menthon) ; en mars 1944 deux communistes y entrent : Fernand Grenier et François Billoux. Une assemblée consultative provisoire se réunit à Alger le 3 novembre 1943, elle exprime son avis sur les textes que lui soumet le C.F.L.N.* et peut réclamer l'audition de tel ou tel commissaire. La vigueur de ses débats sont le symbole d'une renaissance politique. Le 3 juin 1944, le C.F.L.N.* se transforme en Gouvernement provisoire de la République française.



C. La France libérée, l'indépendance retrouvée…

…Par l'action conjuguée de la Résistance intérieure de la France libre et des Alliés. L'armée française s'est distinguée dans les combats difficiles de la campagne d'Italie. En Normandie, elle participe aux opérations du jour J (J = 6 juin 1944) avec notamment le commando Kieffer puis à la marche vers Paris (2e Division Blindé du général Leclerc). Le débarquement en Provence (J = 15 août 1944) révèle aux Alliés la résurrection de l'armée française : les troupes débarquées sont ici majoritairement françaises et leur succès immédiat : Toulon est libérée huit jours après le débarquement au lieu de l'être à J+20, Marseille à J+14 au lieu du J+40 escompté. En dehors de la qualité des combattants et du commandement de la Première Armée française dirigée par de Lattre de Tassigny, ces succès militaires sont à mettre également au compte de la Résistance française. Après la phase des sabotages, une véritable guérilla s'engage et des régions entières entrent en insurrection. Dans ses *Mémoires*, Eisenhower a évalué son importance à 15 divisions. En retardant l'arrivée des renforts allemands en assurant des tâches de reconnaissance et de protection des flancs des armées débarquées, les F.F.I.* eurent une réelle efficacité militaire.

« *Lorsque commence la seconde bataille de France le 6 juin 1944, la simple question : "qui administrera les territoires libérés ?" n'a pas encore reçu de réponse. Prévenu aussi bien contre de Gaulle que contre la Résistance intérieure qui lui avait été dépeinte comme inféodée aux communistes et résolue à déclencher la guerre civile, Roosevelt croyait en toute bonne foi que les Français ex-occupés seraient reconnaissants aux Anglo-saxons d'assurer l'interrègne : "jusqu'au vote des Français", les territoires libérés seraient placés sous l'autorité d'une administration militaire, l'A.M.G.O.T.* »[1]

Mais ce plan va être caduc en raison d'un triple phénomène :

- l'efficacité de l'action armée de la Résistance qui dépend alors du Gouvernement provisoire de la République française lui permet de conquérir ses galons ;
- or tous les résistants soutiennent le gouvernement du général de Gaulle, d'autant que la représentativité du G.P.R.F*. s'accroît en avril 1944, puisque deux communistes viennent d'y entrer comme ministres ;
- enfin la population française joue un rôle essentiel pour la victoire et la légitimation du G.P.R.F*. Bayeux est libérée le 7 juin, une semaine plus tard, de Gaulle débarque en France, comment sera l'accueil de la population ? C'est à 15 h 30 que de Gaulle arrive : acclamations, discours, *Marseillaise*. Après Bayeux le scénario est partout identique : nulle part les autorités de Vichy ne tentent de se maintenir en voyant la véritable ovation faite aux autorités nouvelles issues de la Résistance intérieure ou extérieure, les Américains s'inclinent face à la volonté de la population. Le nombre des F.F.I*. s'amplifie fortement durant l'été.

Combat durant la libération de Paris. Trois F.F.I. se protègent des balles de tireurs isolés derrière une jeep de la 2e D.B.

Août 1944. Le Major Général Alex. M. Patch de la 7e armée américaine passe en revue des F.F.I.

- Paris se soulève le 19 août 1944.
- « *Paris ! Paris outragé ! Paris brisé ! Paris martyrisé ! Mais Paris libéré ! Libéré par lui-même, libéré par son peuple avec le concours de la France tout entière, de la France qui se bat, de la seule France de la vraie France, de la France éternelle* ».

Le 25 août à l'Hôtel de ville de Gaulle trouve les mots justes pour rendre hommage aux Parisiens insurgés. La 2e D.B.* du général Leclerc et la 4e D.I.* américaine parachèvent le travail des F.F.I.* dirigés par le colonel Rol Tanguy, menant à la capitulation ces troupes allemandes stationnées à Paris. **Sur le plan militaire la libération de Paris est secondaire, mais sur le plan symbolique et politique, sa portée est considérable. Le soulèvement parisien insère la France dans le camp des vainqueurs et confirme la légitimité du Gouvernement provisoire.** À l'occasion de l'énorme défilé du 26 août 1944 sur les Champs Élysées, de Gaulle reçoit l'investiture d'un peuple vainqueur.

Le G.P.R.F.* établit son autorité sur l'ensemble du pays :

- dès le 6 juillet encore installé à Alger il rétablit, par ordonnance, les libertés démocratiques ;
- le 9 une autre ordonnance rétablit la légalité républicaine ;
- le 11 juillet 1944 il est reconnu par les Alliés (proclamation officielle le 23 octobre 1944).

Il impose son autorité à tous les organismes issus de la résistance : cela se traduit par l'intégration des F.F.I.* à l'armée régulière (décret du 24 septembre) et la suppression des milices patriotiques créées par le C.N.R.* au printemps 1944 (28 octobre). À partir de l'automne près de 200 000 F.F.I.* continueront le combat, soit sur le front d'Alsace, soit sur celui des Alpes, soit en faisant le siège des poches résiduelles de l'Atlantique.

Les résistants ont conçu leur rôle comme civique (faire que les Français participent à leur propre libération) et politique (substituer à Vichy les représentants du G.P.R.F.).Il n'y a eu ni véritable anarchie, ni sérieux troubles civils à la Libération. En défendant au risque de leur vie, la dignité humaine, ils se sont battus pour préparer un après-guerre démocratique.

1. Jean-Pierre Azéma, De Münich à la Libération 1938-1944, *Paris, le Seuil, 1979, p. 300.*

La Résistance
École de citoyenneté

A. L'application du programme du CNR*

Entre 1944 et 1946, la plupart des réformes prônées par le programme du C.N.R.* sont appliquées par le gouvernement d'union du général de Gaulle, notamment les nationalisations et la généralisation de la sécurité sociale. Le droit syndical progresse dans les entreprises.
Pour la première fois en France le vote des femmes est accordé.
C'est une période de démocratisation sociale et politique.
Sur la scène internationale, la France se retrouve signataire de la capitulation allemande, puissance occupante en Allemagne et titulaire d'un des cinq sièges du Conseil de sécurité de l'O.N.U.*
Face au régime de Vichy, la Résistance a permis à la France de figurer dans le camp des démocraties victorieuses du nazisme et de retrouver son honneur à l'égard de ces pays.

B. Des valeurs intemporelles et universelles

La parole aux témoins

S'engager, c'était d'abord refuser l'inacceptable. Les jeunes gens qui risquaient leur liberté et leur vie pour rejoindre le combat que tant d'autres abandonnaient avaient besoin eux aussi d'amour et de bonheur. Mais ils ne pouvaient supporter que leur pays soit envahi. Les bottes nazies qui martelaient son sol écrasaient les droits et les libertés : ils n'en ont pas pris leur parti.
S'engager c'était donc résister à la lâcheté, au déshonneur. Soldats de la France libre, maquisards, agents de liaison, ils ont beaucoup plus à nous léguer que d'héroïques souvenirs, l'exemple même de leur engagement.

Geneviève de Gaulle Anthonioz, présidente de l'Association Nationale des Anciennes Déportées et Internées de la Résistance (A.D.I.R.)

Si la Résistance n'avait été que l'organisation d'un combat patriotique pour délivrer le pays de l'envahisseur nazi, elle figurerait dans les livres d'Histoire comme une épopée à la Jeanne d'Arc. En somme, un chapitre bien clos dans lequel des hommes en uniforme se battent hors de France, avec tous les moyens d'une guerre moderne, tandis qu'à l'intérieur, des hommes et des femmes mène une guerre clandestine de partisans. (…)
Mais le chapitre n'est pas clos. La Résistance reste, un demi-siècle après la victoire sur les envahisseurs nazis, l'exemple de l'engagement volontaire de Français et d'étrangers accueillis dans le pays des Droits de l'Homme, pour retrouver les valeurs de la démocratie et la dignité du citoyen.
La trahison de Philippe Pétain et de son gouvernement, qui installe la collaboration avec l'occupant, fait de la France un pays pillé, ruiné, surveillé, soumis à une répression contre tout ce qui est suspect d'opposition : politiques, syndicalistes, mouvements philosophiques, répression à laquelle s'ajoute l'organisation d'un système xénophobe et antisémite. La France est déshonorée. (…) Les assemblées sont supprimées, des communes au Parlement, il n'y a plus de représentants du peuple. Le peuple n'a plus de voix ; de citoyen, il est devenu sujet.
C'est alors qu'hommes et femmes de tous âges, de toutes conditions, manifestent leur indignation. La démocratie est morte, il faut la ressusciter. De ce sursaut vont naître tous les aspects d'une Résistance qui informe par sa presse clandestine, qui donne l'exemple de la solidarité par son aide aux exclus, du courage par ses grèves, ses manifestations et son esprit de sacrifice, par sa tenue devant la torture et la mort.
La Résistance, pendant la clandestinité, gardienne des idées de liberté, d'égalité et de fraternité a légué aux nouvelles générations un patrimoine inestimable : la qualité retrouvée de citoyen, et ce trésor qui s'appelle « carte d'électeur », cette carte reçue comme un droit exige l'exercice d'un devoir, celui de participer à la gestion attentive d'une démocratie digne de celles et de ceux qui sont morts pour elle.[1]

Lucie Aubrac, co-fondatrice du Mouvement Libération-Sud

La Résistance, c'était la France, et c'était le peuple ; ô, bien sûr, une petite, toute petite partie de celui-ci, mais des ouvriers comme des bourgeois, des paysans comme des artisans, des prêtres comme des enseignants, tous, hommes et femmes, jeunes et moins jeunes, œuvrant d'un même cœur à la libération du pays.
La Résistance, c'était la volonté, l'entraide, la confiance, le désintéressement. C'était, à la fois, l'attente et l'action, l'espoir d'un monde meilleur et la fierté de contribuer à faire qu'il puisse être.
La Résistance, c'était aussi l'angoisse partagée, le froid dans le dos lors d'un contrôle, la peur avant une opération, les camarades disparus, les maisons brûlées. J'ai vécu tout cela. J'ai été « petite main » avant d'être responsable. J'ai connu la presse clandestine et un réseau d'évasion, fait de petites choses pour des chefs que

mon père recevait, conseillait et aidait. J'ai traversé l'Espagne et atteins l'Angleterre (…); suis passé dans les « écoles d'entraînement spécial » (…) ; et je suis revenu, n'étant plus qu'un prénom, mais tombé du ciel et, comme tel, malgré mon âge, considéré comme un chef (un petit chef…, notre réseau était modeste et je n'étais que second) par des hommes et des femmes qui sont vite devenus pour moi une grande nouvelle famille.

On sait mal le courage tranquille de ceux qui nous accueillaient et sans lesquels nous n'aurions rien été : ainsi, ce ménage de cheminots chez qui j'ai passé ma première journée en France après avoir été parachuté… La dame, partie faire ses courses, revient ; elle sort de son panier ses paquets et un journal, qu'elle me tend : « ***Regardez, Monsieur… Aujourd'hui ! C'est drôle, n'est-ce pas ?*** » ; en première page, un gros encadré, avis de la *Kommandantur*, en caractères énormes, menaçant d'exécution immédiate toute personne prise à aider ou abriter des aviateurs ou des « espions » ennemis… Radio, j'ai, plus que d'autres, fait prendre bien des risques à beaucoup de monde : j'avais six stations d'où j'émettais et où il fallait garder mes postes. Mais j'ai toujours été reçu avec le sourire, comme un copain, voire comme un fils, même par cette mère de famille dont je savais bien que ma présence et le fonctionnement de mon poste la terrorisaient.

J'étais « Armand », sans plus. Et personne ne s'inquiétait de savoir qui j'étais vraiment. De mon côté, je savais les occupations et les soucis des uns et des autres ; je savais la sagesse de celui-ci, la prudence de celui-là, la rage d'en découdre de tel autre, bien souvent aussi leurs opinions politiques ; mais nous n'en parlions jamais : nous n'avions qu'un seul objectif, la libération et, pour l'atteindre, nous ramions ensemble.

Marcel Jaurant-Singer, évadé de France, radio puis chef-adjoint de réseau Porthos-Mason (S.O.E. Section F), Libre Résistance

Qui, un jour, pourra citer tous ceux qui aidèrent, cachèrent, hébergèrent, parfois au hasard d'une circonstance, ou au contraire se réfugièrent dans l'indifférence ou l'attentisme. Tous ceux qui dans leur petite ville, recopièrent un tract, un journal clandestin et le mirent dans une boîte à lettres, qui tentèrent, seuls, sans appui, ni adresse, de passer en Zone Libre, ou de franchir les Pyrénées, y renoncèrent ou furent pris. La Résistance est la grande inconnue de notre Histoire. Qu'elle ne soit pas méconnue, défigurée voire peu à peu oubliée !

Jacques Moalic, Résistant-déporté

Ce fut un élan généreux et courageux de jeunesse de tout un peuple, fier de son passé progressiste depuis la Révolution de 1789, et jaloux de sa liberté et de son indépendance conquise en premier lieu sous les rois coalisés.

Ce fut un sursaut populaire contre une domination étrangère qui entendait imposer ses principes autoritaires, inhumains et rétrogrades.

Cet élan a triomphé avec l'aide des alliés, et de toutes les composantes de la Nation française, hormis les traîtres de Vichy, unies dans le Conseil National de la Résistance qui a élaboré un programme capable encore aujourd'hui de mobiliser les enthousiasmes et les élans de jeunesse de toujours.

Je trouve dans la Résistance et dans ses valeurs les raisons d'espoir en l'avenir. Ce programme exprime si bien les sentiments de la Nation française que même les tendances les plus conservatrices de la Résistance l'ont approuvé. Dommage que certains, la victoire acquise, l'aient oublié et se soient consacrés à la lutte pour des intérêts particuliers. Il reste que l'audience de la Résistance, de ses valeurs est telle que l'espoir reste intact de les voir triompher.

La Résistance fut une période d'enthousiasme, d'espoir et de courage dont le prestige reste, et peut surmonter des difficultés réelles et rassembler pour des lendemains qui chantent.[1]

André Tollet, Président du Comité parisien de Libération, ancien secrétaire de la C.G.T.

Extraits de la revue Notre Musée *N°152 décembre 1999 (publication de l'Association du Musée de la Résistance nationale de Champigny-sur-Marne).*

Bilan

« (…) Le bilan politique, surtout si on le dresse en 1945, (…) est extraordinairement positif. " *Nous rapportons à la France l'Indépendance, l'Empire, l'Épée* " écrit [le général de Gaulle] (…) dans ses *Mémoires de guerre*. (…)

L'armée qui a participé à la libération se sera accrue en mai 1945 de cinq divisions en opérations, formées en grande partie de F.F.I.* et déjà partiellement équipées, et de quarante régiments non endivisionnés. Elle aura eu la mission d'assiéger et de réduire les points d'appui allemands sur la côte atlantique, (…) reconquis l'Alsace (…). Dans l'assaut final contre le *Reich*, elle envahira 80 000 kilomètres carrés d'Allemagne où elle fera 300 000 prisonniers. (…)

La reconnaissance *de jure* du gouvernement provisoire par les trois grands (…) est en réalité acquise dès le lendemain de la libération de Paris. Bien que de Gaulle ne soit pas invité à Yalta, la France sera admise au statut de grande puissance victorieuse, cosignataire des deux armistices avec l'Allemagne nazie et avec le Japon, elle sera titulaire d'une zone d'occupation en Allemagne, membre de la commission de contrôle de l'Allemagne occupée et elle bénéficiera d'un siège permanent au conseil de sécurité des Nations Unies (…)

Sur le plan intérieur, enfin le prestige de De Gaulle, couronné par la victoire, scelle autour de lui l'unité nationale comme la défaite l'avait scellée autour de Pétain. (…)

Quant à l'œuvre accomplie, l'historien que je me suis efforcé d'être est tenté de privilégier(…) la jonction avec la Résistance, l'intelligence que la France Libre eut des aspirations de la France captive et progressivement rebelle(…). [Il] n'est pas iconoclaste de rappeler que la Résistance n'aurait pas été ce qu'elle devint ni fait ce qu'elle fit sans la France Libre à qui elle a dû sa très relative unité et, grâce aux Anglais, ses propres moyens d'action, avec, comme terme, les troubles civils limités au minimum, l'État restauré et la démocratie renaissante.

Il y a en effet, dans ce qui reste de plus pertinent du rêve londonien, (…) " *l'art de créer de l'unité, de l'intégration, par la citoyenneté.* " On y ajoutera la leçon de l'honneur, qui n'est peut-être pas vaine dans la mémoire collective, et le refus de la résignation politique. (…)

Reste enfin le mythe de la France Libre, tel que de Gaulle nous l'a légué. Il est fondé, sous sa forme originelle, sur la triple assertion que la France Libre c'était la France, qu'elle eut à résister avec autant d'acharnement aux empiétements des Goliaths anglo-saxons qu'elle en mettait à combattre le Léviathan nazi, et que la France, guidée par elle, se libéra elle même. Le mythe a traversé le siècle. (…) Il fait, en tant que tel, partie de notre histoire. »

Jean-Louis Crémieux-Brilhac, la *France libre. De l'appel du 18 juin à la Libération*, Paris Gallimard, 1996, p. 910, 911,917 et 918.

Le conflit mondial

Vichy et l'occupation allemande

1940

10 MAI : offensive allemande en Belgique, Pays-Bas, Luxembourg puis en France
14 MAI : rupture du Front français à Sedan
MAI-JUIN : exode de la population française fuyant devant l'avancée allemande
10 JUIN : l'Italie déclare la guerre à la France et à la Grande Bretagne
22 JUIN : signature de l'armistice à Rethondes. La France est démembrée

16 JUIN : démission de Paul REYNAUD. Formation à Bordeaux du gouvernement PÉTAIN
17 JUIN : PÉTAIN demande l'Armistice (signature le 22)
10 JUILLET : le Parlement réuni à Vichy vote les pleins pouvoirs à Philippe PÉTAIN
Fin de la III[e] République.Début de l'Etat français
22 JUILLET : une loi institue une commission chargée de réviser toutes les naturalisations accordeés depuis 1927. 15 000 citoyens dont 6000 juifs perdent la nationalité française.
2 AOÛT : le "colonel de Gaulle" est condamné à mort par contumace par le tribunal militaire de Clermont-Ferrand
20 SEPTEMBRE : le retour en zone occupée interdit aux Juifs et aux étrangers
27 SEPT. : première ordonnance allemande prescrivant en Zone occupée le recensement des juifs
3 OCTOBRE : à Vichy, le conseil des Ministres arrête un statut des juifs
24 OCTOBRE : entrevue de Montoire entre HITLER et PÉTAIN
NOVEMBRE : arrestation de communistes dans les deux zones
13 DÉCEMBRE : arrestation de LAVAL sur ordre du maréchal PÉTAIN

1941

22 JUIN : attaque allemande contre l'U.R.S.S. (plan Barbarossa)
AOÛT : défaites successives de l'Armée Rouge
SEPTEMBRE : début siège de Léningrad
OCTOBRE-NOVEMBRE : offensive allemande contre Moscou
DÉCEMBRE : contre-offensive soviétique. Echec de la Wehrmacht devant Moscou
7 DÉCEMBRE : Pearl Harbour. Entrée en guerre des États-Unis **(LE 8)**

MAI : arrestation à Paris de juifs étrangers
2 JUIN : second statut des juifs publié à Vichy
12 AOÛT : Vichy interdit toute réunion publique
Discours du *Vent mauvais* de Philippe PÉTAIN
14 AOÛT : Un serment de fidélité à la personne du Chef d'Etat sera désormais exigé des hauts fonctionnaires, magistrats et militaires
16 SEPTEMBRE : le maréchal KEITEL adresse un ordre : pour tout soldat allemand tué, 50 communistes sont exécutés
30 SEPTEMBRE : Otto von STÜLPNAGEL publie le " code des otages "
12 OCTOBRE : la Légion de Volontaires Français prête serment à HITLER
21 OCTOBRE : exécution de 50 otages dont 27 à Chateaubriand en représaille de l'attentat de Nantes
7 DÉCEMBRE : le Feldmaréchal KEITEL signe le décret " Nuit et Brouillard "

1942

OCTOBRE : début de la bataille de Stalingrad
NOVEMBRE : les Allemands sont bloqués à Stalingrad
Déroute de l'Afrika Korps en Lybie qui se replie en Tunisie.
8 NOV. : débarquement anglo-américain en Afrique du nord
11 NOVEMBRE : l'amiral DARLAN reconnu par les États-Unis prend le pouvoir en Afrique du nord
24 DÉCEMBRE : le général GIRAUD prend le pouvoir en Afrique du nord après l'assassinat de DARLAN
15 DÉCEMBRE : fin de la contre offensive soviétique, encerclement de Stalingrad par les Russes.

19 FÉVRIER : procès de Riom (il sera suspendu le 14 avril)
27 MARS : départ du 1[er] convoi de déportés raciaux de France
17 AVRIL : démission de l'amiral DARLAN et retour de LAVAL au pouvoir
7 JUIN : en zone occupée, tous les juifs de plus de six ans sont obligés de porter " l'étoile jaune "
22 JUIN : discours radiodiffusé de LAVAL : " je souhaite la victoire de l'Allemagne "
4 JUILLET : le gouvernement de Vichy donne son accord à la déportation de Juifs étrangers des deux zones
16-17 JUILLET : rafle du Vel d'Hiv à Paris
30 AOÛT : le cardinal Saliège proteste à Toulouse contre la persécution des Juifs

1943

JANVIER : l'Armée Rouge met fin au siège de Leningrad
14-24 JANVIER : conférence interalliée de Casablanca
31 JANVIER : capitulation de l'armée allemande à Stalingrad
AVRIL : début de la retraite allemande en Tunisie
12 MAI : la campagne de Tunisie prend fin avec la reddition des forces germano-italiennes
3 SEPTEMBRE : débarquement allié en Italie
8 SEPTEMBRE : après le renversement de MUSSOLINI, le général BADOGLIO, devenu chef du gouvernement italien, signe l'armistice avec les Alliés et déclare la guerre à l'Allemagne
12 SEPTEMBRE : MUSSOLINI délivré par les Allemands, crée à Salo (lac de Garde) une République socialiste italienne pour continuer le combat contre les Alliés

30 JANVIER : création de la Milice française par le gouvernement de Vichy
16 FÉVRIER : instauration du Service du Travail Obligatoire en Allemagne

1944

11JANVIER : MUSSOLINI fait fusiller son gendre le Conte CIANO qui avait voté pour l'arrêt des combats
FÉVRIER-MARS : bataille de Monte Cassino
2 JUIN : prise de Rome par les Alliés, après la victoire de Monte Cassino
6 JUIN : débarquement allié en Normandie
16 DÉCEMBRE : contre offensive des Allemands dans les Ardennes

20 JANVIER : institution de cours martiales expéditives contre " les activités terroristes "
27 JANVIER : la Milice étend ses activités en Zone Nord
26 MARS : avec l'aide des miliciens, les Allemands attaquent le maquis des Glières.
2 AVRIL : 86 otages massacrés à Ascq (Nord)
26 AVRIL : PÉTAIN à Paris prononce une allocution contre tout soutien à la Résistance.
JUIN-JUILLET : les grands maquis (Saint-Marcel, Mont Mouchet, Vercors) sont anéantis par les Allemands.
8 JUIN : la division " Das Reich " se met en branle pour " exterminer les bandes terroristes "
Mobilisation générale de la Milice contre le maquis
8-9 JUIN : la division " Das Reich " pend 99 habitants de Tulle
10 JUIN : massacre de 642 habitants d'Oradour-sur-Glane par la division " Das Reich "
20 JUIN : assassinat de Jean ZAY par les miliciens.
7 JUILLET : assassinat de Georges MANDEL par la Milice
19 JUILLET : attaque du Vercors par les troupes allemandes
7 SEPTEMBRE : départ de PÉTAIN et de LAVAL pour l'Allemagne
10 SEPTEMBRE : la législation de Vichy est abolie

1945

12 FÉVRIER : signature des accords de Yalta
27-28 AVRIL : exécution de MUSSOLINI
2 MAI : capitulation des armées allemandes d'Italie
8 MAI : capitulation de l'Allemagne nazie
2 SEPTEMBRE : capitulation définitive du Japon

26 AVRIL : PÉTAIN rentre en France et est interné au Fort de Montrouge
23 JUILLET-15 AOÛT : procès et condamnation par la Haute Cour de Philippe PÉTAIN à la peine de mort (commuée en détention à perpétuité par le général de Gaulle)

La Résistance intérieure

La France Libre

ÉTÉ : Les premières attitudes de refus de la défaite sont le fait d'initiatives individuelles :
- Jean MOULIN, Préfet d'Eure-et-Loir, tente de se suicider, à Chartres (**17 JUIN**), plutôt que de signer un texte déshonorant pour l'armée française
- graffitis hostiles à l'occupant, tracts (Edmond MICHELET à Brives...)
- aide aux soldats anglais ou français par des filières d'évasion en formation
- récupération d'armes, de munitions et de véhicules abandonnés par les troupes en déroute
- premiers sabotages qui sont autant de démonstrations d'hostilité à l'occupant
- constitution de noyaux d'opposition à l'occupant et à Vichy (comme le réseau dit du *Musée de l'Homme*)

10 JUILLET : 80 parlementaires s'opposent au vote des pleins pouvoirs à Philippe PÉTAIN.
Appel du P.C.F. dit du 10 juillet
AOÛT : création des premiers réseaux de renseignement rattachés à la France Libre (réseau Saint Jacques) et aux Britanniques ou prise de contact avec des groupes constitués (réseau polonais F2)
11 NOVEMBRE : manifestation des étudiants et lycéens à Paris

17 JUIN : le général de Gaulle gagne l'Angleterre
18 JUIN : à vingt heures, sur les ondes de la B.B.C., appel du général de GAULLE à continuer le combat
19-26 JUIN : ralliement des hommes de l'île de Sein au général de GAULLE
28 JUIN : le général de GAULLE devient chef des Forces Françaises Libres constituées de volontaires évadés de métropole ou ralliés à l'Empire
1ER JUILLET : création des Forces Navales et des Forces Aériennes Françaises Libres (F.F.L. et F.A.F.L.)
13 JUILLET : première émission de la B.B.C., les " Français parlent aux Français "
7 AOÛT : accord gouvernement britannique-de Gaulle consacrant la reconnaissance de la France Libre
27 OCTOBRE: à Brazzaville de Gaulle crée le Conseil de défense de l'empire
- Ralliement d'une partie de l'Empire français
- Création des services secrets qui envoient les premiers agents en France

Développement des mouvements souvent autour d'un journal clandestin :
- EN ZONE NORD : *Organisation Civile et Militaire, Ceux de la Résistance, Défense de la France, Libération nord, Ceux de la Libération*
- EN ZONE SUD : *Combat, Libération sud, Franc-Tireur, Forces Unies de la Jeunesse, Témoignage Chrétien, Libérer Fédérer*
Les réseaux se développent en se spécialisant : renseignement (*C.N.D. Castille, Alliance*), évasions (Ligne Comète), action (S.O.E. et France Libre). Les sabotages et les attentats se multiplient
FÉVRIER : création en zone sud des Groupes-Francs par Jacques RENOUVIN
15 MAI : création du Front National par le Parti communiste
22 JUIN : *l'Humanité* clandestine appelle à la lutte contre l'occupant et les collaborateurs
21 AOÛT : le responsable communiste Georges FABIEN abat un aspirant allemand à Paris
DÉCEMBRE : grande grève dans les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais
24 DÉCEMBRE : le général de GAULLE nomme Jean MOULIN délégué en zone sud

7 FÉVRIER : LECLERC attaque Koufra
23 FÉVRIER : Prise de Cub-Cub en Ethiopie par un bataillon du Tchad
1ER MARS : Prise de Koufra où le général LECLERC prête serment de ne déposer les armes qu'à la libération de Strasbourg
26 MARS : victoire de Keren en Erythrée par les F.F.L. combattant avec les Anglais
JUIN-JUILLET : F.F.L. et Anglais occupent la Syrie. Retraite de ROMMEL
24 SEPTEMBRE : création à Londres du Comité National de la France Libre, reconnu par l'U.R.S.S. **(LE 26)**

JANVIER : Jean MOULIN parachuté en France, comme représentant du général de GAULLE et délégué du Comité National pour la zone non occupée, est chargé d'unifier la Résistance en zone sud
MARS : naissance des F.T.P.F.
AVRIL : voyage à Londres de Christian PINEAU qui ramène le premier message politique du général de GAULLE à la Résistance intérieure
1ER MAI ET 14 JUILLET : à l'appel de la Résistance et de la France libre, de nombreuses manifestations ont lieu dans les grandes villes
30 OCTOBRE : le général DELESTRAINT devient chef de l'Armée Secrète
NOVEMBRE : Invasion de la zone sud et dissolution de l'armée d'armistice **(LE 11)**. Une partie des cadres crée l'O.R.A **(LE 29)**

FIN FÉVRIER : expédition des troupes de LECLERC sur les oasis du Fezzan
27 FÉVRIER : opération militaire de Bruneval, organisée entre la France Libre et la Résistance intérieure. Destruction d'un important poste radar allemand
27 MAI - 11 JUIN : combats de Bir Hakeim
14 JUILLET : la France Libre prend le nom de France Combattante pour concrétiser ses liens avec la Résistance Intérieure
19 AOÛT : raid anglo-canadien de Dieppe avec la participation de commandos français, des F.A.F.L. et des F.N.F.L.
23 OCTOBRE-3 NOVEMBRE : combats d'El-Alamein (Egypte)

12 JANVIER : adhésion du parti communiste à la France Combattante
A partir de la **FIN FÉVRIER 1943**, nombreux sont les réfractaires au S.T.O.
26 JANVIER : fusion des trois principaux mouvements de zone sud (*Combat, Franc-Tireur, Libération*) qui donnent naissance aux M.U.R. (Mouvements Unis de la Résistance)
PRINTEMPS : La mission BROSSOLETTE-PASSY aboutit à la coordination des grands mouvements de l'ex-zone Nord
Deuxième mission de Jean MOULIN. Il revient en France pour créer et présider le C.N.R. **(15 MAI)**
27 MAI : première réunion du C.N.R. présidé par Jean MOULIN.
JUIN : arrestation du général DELESTRAINT **(LE 8 À PARIS)** et de Jean MOULIN et de ses compagnons **(LE 21 À CALUIRE)**.
14 JUILLET ET 11 NOVEMBRE : manifestations de masse et grèves dans les grandes villes
30 AOÛT : BIDAULT devient président du C.N.R.
AUTOMNE : la délégation générale et le C.N.R. commencent à préparer clandestinement la mise en place de l'administration de la France libérée
29 DÉCEMBRE : accord F.T.P.F.-A.S. qui préfigure la formation des Forces Françaises de l'Intérieur

25 JANVIER : entrée de la colonne LECLERC à Tripoli
JUIN : de GAULLE s'installe à Alger. Création du Comité Français de Libération Nationale (C.F.L.N.), présidé par de GAULLE et GIRAUD **(LE 3)**
26 AOÛT : le C.F.L.N. est reconnu par les Alliés
13 SEPTEMBRE : débarquement en Corse d'un bataillon de choc des F.F.L.
17 SEPTEMBRE : création de l'Assemblée consultative d'Alger
AUTOMNE : libération de la Corse **(LE 5 OCTOBRE)**. Envoi d'un corps expéditionnaire en Italie
Le C.F.L.N. commence à envoyer en Métropole des délégués militaires et civils pour préparer la libération et la nouvelle administration du territoire avec la Résistance intérieure

5 JANVIER : les M.U.R. intègrent une partie des mouvements de zone nord et deviennent " Mouvement de Libération nationale ".(M.L.N.)
FÉVRIER : création des Forces Françaises de l'Intérieur par la fusion des formations militaires des mouvements de Résistance et de l'Organisation de Résistance de l'Armée avec les maquis et les groupes francs. Les F.F.I. seront placés sous le commandement du général KOENIG
15 MARS : Publication du programme du C.N.R.
4 AVRIL : François BILLOUX et Ferdinand GRENIER mandatés par le P.C.F. entrent au C.F.L.N.
3 JUIN : le C.F.L.N. prend le titre de Gouvernement provisoire de la République française(G.P.R.F.)
6 JUIN : la Résistance exécute les plans de sabotage prévus par les Alliés, retardant l'arrivée des renforts allemands sur le front de Normandie. La guérilla se développe sur tout le territoire
9 AOÛT : ordonnance promulguée à Alger rétablissant la légalité républicaine en Métropole
19-25 AOÛT : libération de Paris par les F.F.I. et la 2e DB du général LECLERC
15 SEPT. : création des cours spéciales de justice chargées de la répression des faits de collaboration
23 SEPTEMBRE : publication de décrets incorporant les F.F.I. dans l'Armée
26 DÉCEMBRE : ordonnance sur la dégradation nationale

En Italie, le corps expéditionnaire (général Juin) se couvre de gloire lors de la bataille pour la prise de Rome
10 JANVIER : à Alger, une ordonnance crée les commissaires de la République
30 JANVIER : ouverture de la conférence de Brazzaville par le général de GAULLE
21 AVRIL : ordonnance du C.F.L.N. organisant en France les pouvoirs publics après la libération
15 MAI : l'Assemblée Consultative demande au C.F.L.N. de devenir le gouvernement provisoire de la République
3 JUIN : le général de GAULLE devient chef du G.P.R.F.
17 JUIN : prise de l'île d'Elbe par la première armée française
Parachutage du bataillon BOURGOIN à Saint Marcel (Bretagne)
15 AOÛT : débarquement de Provence (général de Lattre de Tassigny)
31 AOÛT : installation du général de GAULLE et du G.P.R.F. à Paris
23 NOVEMBRE : entrée des troupes de LECLERC à Strasbourg

10 FÉVRIER : la première armée française qui s'est renforcée de volontaires F.F.I. et des troupes américaines achèvent de libérer l'Alsace

4 MAI : la 2e D.B. du général LECLERC arrive à Berchtesgaden

N.B. : tous les sigles utilisés dans cette chronologie sont présentés page 5.

Orientation bibliographique...

(quelques documents parmi tant d'autres)

Nous avons fait figurer en bleu les ouvrages de base

I. LA SECONDE GUERRE MONDIALE

A> OUVRAGES GÉNÉRAUX

•***L'état du monde en 1945***
Sous la dir. de Stéphane COURTOIS et Annette WIEVIORKA
(La Découverte, 1994)

•***Questions sur la Deuxième Guerre mondiale***
Marc FERRO
(Casterman, 1993)

•***La Deuxième guerre mondiale (chronologie commentée)***
André KASPI (Perrin, 1990)

•***1939-1945. Le monde en guerre***
Anthony KEMP (Gallimard, Découvertes, 1995)

•***Dictionnaire de la Seconde guerre mondiale***
Sous la dir. de Ph. MASSON (Larousse)

B> LA FRANCE PENDANT LA DEUXIÈME GUERRE

•***La ligne de démarcation 1940-1944***
Eric ALARY (PUF, Que sais-je ? N° 3045, 1995)

•***La France des années noires***
Sous la dir. de Jean-Pierre AZÉMA et François BÉDARIDA (Le Seuil, 1993)

•***De Munich à la Libération. 1938-1944***
Jean-Pierre AZÉMA
(Le Seuil, 1979)

•***La France à l'heure allemande: 1940-1944***
Philippe BURRIN (Seuil, 1997)

•***Histoire de la jeunesse sous Vichy***
Pierre GIOLITTO
(Perrin, 1991)

•***La France dans la guerre. 1940-1945***
Pierre LEFRANC (Plon, 1990)

•***Les années noires. Vivre sous l'Occupation***
Henri ROUSSO
(Gallimard, Découvertes, 1992)

II. LE NAZISME - VICHY- LA COLLABORATION

A> LE NAZISME

•***Hitler et le nazisme***
Enzo COLLOTTI
(Casterman, 1994)

•***Hitler et le nazisme***
DAVID (PUF, Que sais-je? N°624)

•***Le nouvel ordre européen nazi, 1938-1945***
Yves DURAND
(Bruxelles,
éd. Complexe, 1990)

•***Qu'est-ce que le nazisme?***
Ian KERSHAW
(Gallimard, 1997)

•***Les fascismes***
Pierre MILZA (Le Seuil, Points Histoire N°147)

B> VICHY - LA COLLABORATION

•***Vichy 1940-1944***
Jean-Pierre AZÉMA et Olivier WIEVIORKA
(1997, Perrin, 2000)

•***Vichy et les Français***
Sous la dir. de Jean-Pierre AZÉMA et François BÉDARIDA (Fayard, 1992)

•***La propagande sous Vichy: 1940-1944***
Sous la dir. de Laurent GERVEREAU et Denis PESCHANSKI (BDIC, 1990)

•***Histoire de la milice***
Pierre GIOLITTO
(Perrin, 1997)

•***L'opinion française sous Vichy***
Pierre LABORIE (Seuil, 1990)

•***Les collaborateurs 1940-1945***
Pascal ORY (Le Seuil, 1976)

•***La France de Vichy, 1940-1944***
Robert O. PAXTON
(1972, Le Seuil, 1973)

•***La collaboration. Textes et débats***
Dominique VEILLON
(Librairie Générale Française, 1984)

III. LA RÉSISTANCE INTÉRIEURE

A> GÉNÉRALITÉS

•voir les chapitres sur la Résistance dans ***la France des annés noires*** cité en I B

•***Les combattantes de l'ombre. Histoire des femmes dans la Résistance***
Margaret COLLINS WEITZ
(Albin Michel, 1997)

•***Les jeunes dans la Résistance. 20 ans en 1940***
Marie GRANET (France-Empire, 1985,1996)

•***La Résistance et les Français. Nouvelles approches***
Cahier de l'IHTP N°37, décembre 1997

•***L'Histoire, n°171, novembre 1993***
Dossier " Les résistants à Hitler "

•***Naissance de la Résistance dans la France deVichy***
H.R. KEDWARD (1978, Seyssel, Champ Vallon, 1989)

•***La Résistance française : un héritage pour l'avenir***.
L'association Mémoire et Espoirs de la Résistance (1996)

•***Histoire de la Résistance en France***
Jean-François MURACCIOLE (PUF, Que sais-je?, 1993)

•***Les étrangers dans la Résistance en France. Actes du colloque de l'université de Franche-Comté, novembre 1992***
(Besançon,
Musée de la Résistance et de la Déportation, 1992).

•***Histoire de la Résistance en France de 1940 à 1945***
Henri NOGUÈRES, et alii (Robert Laffont, 5 tomes, 1967-1981)

•***Ces jeunes dans la guerre, 1939-1945***
Albert ORIOL-MALOIRE
(Amiens, éd. Martelle, 1997)

•***Résistance, une histoire sociale***
Sous la dir. d'Antoine PROST (éd. de l'atelier, 1997)

•***Sans armes face à Hitler. La résistance civile en Europe (1939-1943)***
Jacques SEMELIN
(Payot, 1989)

B> LES ORGANISATIONS : LES RÉSEAUX, LES MOUVEMENTS, LES PARTIS ET LES MAQUIS

•***La Résistance sacrifiée. Le mouvement " Libération-Nord "***
Alya AGLAN
(Flammarion, 1999)

•***Mémoires résistantes. Histoire du réseau Jade-Fitzroy 1940-1944***
Alya AGLAN
(éd. du Cerf, 1994)

•***Les réseaux Action de la France Combattante 1940-1944***
Amicale des Réseaux Action de la France Combattante (France-Empire,1986)

•***Le parti communiste français des années sombres: 1938-1941 Actes du colloque de l'université de Paris I, octobre 1983***
Sous la dir. de Jean-Pierre AZÉMA et alii (Seuil, 1986)

•***L'ORA***
A. de DAINVILLE (Panazol, Lavauzelle, 1974)

•***La désobéissance. Histoire du mouvement Libération-Sud***
Laurent DOUZOU
(Odile Jacob, 1995)

•***L'arche de Noé. Réseau Alliance, 1940-1945***
Marie-Madeleine FOURCADE (1968, Plon, 1998)

•***La jeunesse et la Résistance. Réseau Orion***
Alain GANDY
(Presse de la Cité, 1992)

•***A la recherche du maquis***
H.R. KEDWARD
(éd. du Cerf, 1999)

•***Les communistes français de Munich à Chateaubriand: 1938-1941***
Sous la direction de Jean-Pierre RIOUX
(presse de la FNSP, 1987)

•***Les socialistes sous l'occupation: Résistance et collaboration***
Marc SADOUN
(presse de la FNSP, 1982)

•***Le Franc Tireur***
Dominique VEILLON
(Flammarion, 1977)

•***La nuit sans ombre. Histoire des Mouvements Unis de la Résistance, leur rôle dans la libération du sud-est***
Alban VISTEL (Fayard, 1970)

•***Une certaine idée de la Résistance. Défense de la France 1940-1949***
Olivier WIEVIORKA
(Seuil, 1995)

C> BIOGRAPHIES DE RÉSISTANTS

•***Berty, la grande figure féminine de la Résistance***
Mireille ALBRECHT
(Laffont, 1986)

•***Jean Moulin face à l'histoire***
Sous la dir. de Jean-Pierre AZÉMA (Flammarion, 2000)

•***Jean Moulin. La République des catacombes***
Daniel CORDIER (Gallimard, 1999)

•***Georges Bidault***
Jean-Claude DEMORY
(Julliard, 1995)

•***Honoré d'Estienne d'Orves***
Rose et Philippe d'ESTIENNE D'ORVES
(France-Empire, 1985, 1996)

•***De Gaulle***
Paul-Marie de la GORCE
(Perrin, 1999)

•***Le général Delestraint. Premier chef de l'Armée secrète***
François-Yves GUILLIN
(Plon, 1995)

•***De Gaulle***
Jean LACOUTURE (Le Seuil)

•***Pierre Brossolette, un héros de la Résistance***
Guillaume PIKETTY
(Odile Jacob, 1998)

•***Fred Scamaroni***
Marie-Claire SCAMARONI
(France-Empire 1986)

D> POÉSIES ET PRESSE CLANDESTINES

•***Histoire générale de la presse Française.***
Tome IV De 1940 à 1958
(voir plus particulièrement la deuxième partie de ce volume)
sous la direction de Claude BELLANGER et alii
(PUF, 1975)

•***Au nom de la Liberté. Poème de la Résistance***
Présenté et préparé par Anne BERVAS-LEROUX
(éd. Flammarion, 2000)

•***L'honneur des poètes***
COLLECTIF
(éd. de Minuit, 1943)

•***La Résistance Intellectuelle***
Jacques DEBÛ-BRIDEL
(Julliard, 1970)

•***Les sept poèmes d'amour en guerre***
Paul ÉLUARD (Saint-Flour, Bibliothèque Française, 1943)

•***La Résistance et ses poètes. France 1940-1945***
Pierre SEGHERS
(Seghers,1974)

•***Le silence de la mer***
VERCORS (Editions de Minuit, 1942)

E> TÉMOIGNAGES ET DOCUMENTS

•***Ils partiront dans l'ivresse***
Lucie AUBRAC (Seuil, 1984)

•***Résister. Histoire secrète des années d'occupation***
Jacques BAUMEL
(Albin Michel, 1999)

•***C'était un temps déraisonnable. Les premiers résistants racontent***
Georges-Marc BENAMOU
(Robert Laffont, 1999)

•***Le sacrifice du matin***
Guillain de BÉNOUVILLE
(Robert Laffont, 1945)

•***Ecrits des condamnés à mort sous l'Occupation nazie***
Michel BORWITZ (PUF, 1954, Gallimard 1973, 1996)

•***L'aventure incertaine***
Claude BOURDET
(1975, Le Félin, 1999)

•***L'évadé de la France libre : le réseau Bourgogne***
Georges BROUSSINE
(Tallandier, 2000)

•***La nuit finira. Mémoires de Résistance 1940-1945***
Henri FRESNAY
(Robert Laffont, 1973)

•***Discours et messages***
Charles de GAULLE
(Plon ou Livre de poche)

•***Mémoires de guerre***
Charles de GAULLE
(Plon en 3 volumes, 1954 à 1959 rééd. 1994)

•***CD audio 11 novembre 1940 (série de témoignages)***
Institut des archives sonores et Association des résistants du 11 novembre 1940

•***Mémoires d'un franc-tireur. Itinéraire d'un résistant (1940-1944)***
Jean-Pierre LEVY avec la collaboration de Dominique VEILLON (Bruxelles, éd. Complexe, 1998)

•***Premier combat***
Jean MOULIN (éd. de Minuit,

1947, 1965, 1983)
•***Mais, après tout...***
Lucien NEUWIRTH
(1986, Actes Sud, 1994)
•***Esprit de Résistance***
Serge RAVANEL (Seuil, 1995)
•***Mémoires d'un agent secret de la France Libre***
Colonel RÉMY
(1947, 1961, édition revue et augmentée publiée en 3 tomes : le refus, la délivrance, les soldats du silence chez France-Empire 1998)
•***On chantait rouge.***
Charles TILLON
•***La bataille du silence.***
Souvenirs de Minuit
VERCORS
(1967, éd. de Minuit, 1992)
•***Nous atterrissions la nuit***
Hugh VERITY
(France Empire, 1982)

IV. LA FRANCE LIBRE

A > GÉNÉRALITÉ

•***Aux frontières de la liberté : Vichy, Madrid, Alger, Londres (1942-1944)***
Robert BELOT
(Fayard, 1998)
•***L'épopée de la France libre : 1940-1946***
François BROCHE
(Pygmalion, 2000)
•***La France Libre.***
De l'appel du 18 juin à la Libération
Jean-Louis CRÉMIEUX-BRILHAC
(Gallimard, 1996)
•***La France de la libération***
Jacques DALLOZ
(PUF, Que sais-je? n° 2108)
•***Les rebelles de La Combattante 1939-1945***
Eddy FLORENTIN
(Flammarion, 1998)
•***Le rétablissement de la légalité républicaine 1944***
Actes du colloque organisé par la Fondation Charles de Gaulle, octobre 1994.
(Bruxelles, éd. Complexe, 1996)
•***Les bérets verts francais du 6 juin 1944***
Commandant KIEFFER
(France-Empire, 1994)
•***Leclerc:***
le soldat et le politique
André MARTEL
(Albin Michel, 1998)
•***Histoire de la France libre***
Jean-François MURACCIOLE
(PUF, Que sais-je?, 1996)
•***Les premiers soldats du général de Gaulle.***
Les origines de la 1ère Division Française Libre
Général SAINT-HILLIER
(éd. de la Bruyère, 2000)

B> TÉMOIGNAGES

•***Pour combattre avec de Gaulle 1940-1946***
Général de BOISSIEU
(Plon, 1981, 1990)
•***Nous étions fait pour être libres.*** ***La résistance avec de Gaulle et Jean Moulin***
Claude BOUCHINET-SERREULLES
(Grasset, 2000)
•***Special Air Service***
Georges CAÏTUCOLI
(Presses de la Cité, 2000)
•***Les hommes partis de rien.***
Le réveil de la France abattue (1940-1941)
René CASSIN (Plon, 1974)
•***Soldats de Leclerc : récits et anecdotes 1940-1946***
Fondation maréchal Leclerc de Hauteclocque (Panazol, Lavauzelle, 1997)
•***Ils ont choisi de vivre la France libre***
Raymond FORGEAT
(Atlante, 1999)
•***Les volontaires de l'aube***
Philippe LACARRIÈRE
(éd. du Félin, 1999)
• ***Troubadour de la Résistance, Mémoires***
Anna MARLY,
(Tallandier, 2000)
•***Mémoires du chef des services secrets de la France libre***
Colonel PASSY (1947-1951, Odile Jacob, 2000)
•***Des hommes libres 1940-1945.*** ***La France libre par ceux qui l'ont faite***
Daniel RONDEAU
et Roger STÉPHANE
(Grasset, 1997)
•***La saga d'un Français libre***
Général Jean SIMON
(Presses de la cité, 2000)
•***Une Française libre : journal 1939-1945***
Tereska TORRÈS
(Phoebus, 2000)

V. LA DÉPORTATION

•***La déportation, le système concentrationnaire nazi***
François BÉDARIDA et Laurent GERVEREAU
(BDIC, 1995)
•***Le décret et la procédure Nacht und Nebel***
Joseph de la MARTINIÈRE
(éd. FNDIRP, 1989)
•***De la Résistance à la Déportation.*** ***Le système concentrationnaire nazi***
Jean MANSON (supplément au N°450 du journal *Le Déporté*, juillet-août 1990)
•***Les camps de concentration : de la répression à la production***
Musée départemental de la Résistance et de la Déportation de Toulouse
(Conseil général de Haute-Garonne, 1999)
•***L'organisation de la terreur: Les camps de concentration***
Wolfgang SOFSKY
(1993,Calmann-Lévy, 1995 pour la trad. française)
•***Les camps nazis.*** ***Des camps sauvages au système concentrationnaire, 1933-1945***
Maurice VOUTEY
(FNDIRP- éd. Graphein,1999)
•***Leçons de ténèbres. Résistants et déportés***
FNDIR/UNADIF, dirigé par Jean MANSON (Plon, 1995)
•***Le livre de la déportation.*** ***La vie et la mort dans les 18 camps de concentration et d'extermination***
Marcel RUBY
(Robert Laffont, 1995)

DOCUMENTATIONS PÉDAGOGIQUES

•***La Résistance expliquée à mes petits-enfants.***
Lucie AUBRAC (Le Seuil, 1999)
•***La Résistance. Ces Français du refus***
TDC (Textes et documents pour la classe) N°750
CNDP, février 1998
•***La Résistance. Dossier du journal Phosphore***
Bayard presse, 1993
•***La France qui lutte : la Résistance***
PEMF (06 Mouans, BT Histoire N°1051, 1993)
•***Résistances, 1940-1945***
(la Documentation photographique N°6 106)
Philippe BUTON et Dominique VEILLON (la Documentation française, 1990)
•***La Résistance 1940-1945***
Echo de la Résistance N°352
(Journal de la CNCVR, 1989)
•***La Résistance en France***
Jacqueline SAINCLIVIER
(Rennes, Ouest-France, 1988)

Sauf mention contraire le lieu d'édition des livres est Paris.

Vous pouvez retrouver des bibliographies thématiques dans les dossiers pédagogiques que la Fondation de la Résistance a réalisés à l'occasion du Concours National de la Résistance et de la Déportation
- 1996 Les jeunes dans la Résistance
- 1997 Les femmes dans la Résistance (épuisé)
- 1998 Les étrangers dans la Résistance
- 1999 Les lieux de Mémoire
- 2000 L'univers concentrationnaire (coédité avec les Fondations pour la «Mémoire de la Déportation» et «Charles de Gaulle»)

Ces bibliographies sont également disponibles sur les sites internet de la Fondation Charles de Gaulle (www.charles-de-gaulle.org) et de la Fondation pour la

... et filmographique
(quelques CD, films et cassettes vidéos)

A > LES CEDEROMS

•Coffret de deux cédéroms
-***La Résistance en France***
Association pour des Expositions de Résistance Intérieure avec le soutien de la Fondation de la Résistance (Montparnasse Multimédia, 1997)
-***La Seconde Guerre mondiale***
Sous la direction de Marc FERRO
(Montparnasse multimédia et les éditions Arte)
•***1939-1945.*** ***La Seconde guerre mondiale, la France libre, la France combattante, leur chef: le général de Gaulle à l'Hôtel national des Invalides***
Fondation de la France Libre, Musée de l'armée, 2000
•***Mémoires de la Déportation***
Fondation pour la Mémoire de la Déportation (1998)

B > LES FILMS

Pour chaque film nous avons mentionné le réalisateur (R) et le scénariste (S). Sauf mention contraire tous les films figurant dans cette liste sont des productions françaises.

Sur l'occupation et Vichy

•***Hôtel du Parc***
R: P. BEUCHOT (1990)
•***L'oeil de Vichy*** (actualités cinématographiques)
R: Claude CHABROL (1993)
•***Lacombe Lucien***
R: Louis MALLE (1974)
•***Pétain***
R: J. MARBOEUF (1993)
•***Le chagrin et la pitié*** (documentaire)
R: Marcel OPHÜLS (1970)

Sur la Résistance

•***La longue marche***
R: Alexandre ASTRUC (1966)
•***Lucie Aubrac***
R: Claude BERRI (1996)
•*Un condamné à mort s'est échappé*
R et S: Robert BRESSON (1956)
•***Jérico***
R: Henri CALEF (1945)
•***La Bataille du rail***
R et S: René CLEMENT (1945)
•***Le père tranquille***
R: René CLEMENT
S : Noël-Noël (1946)
•***Paris brûle-t-il?***
R et S: René CLEMENT (1966)
•***Le silence de la mer***
R et S: Jean-Pierre MELVILLE d'après le roman de VERCORS (1948)
•***L'armée des ombres***
R et S: Jean-Pierre MELVILLE d'après le roman de Joseph KESSEL (France-Italie, 1969)

C > LES CASSETTES VIDÉOS

•***Histoire de la Résistance française extérieure et intérieure 1940-1945***
(4 cassettes VHS de 90 min)
(Production Marion et Henry Coty-Paris, 2000)
•***La France dans la Seconde guerre mondiale***
(VHS 20 min)
Editions MDI vidéo , 1999
(accompagnée d'un livret pédagogique)
•***La France libérée***
(VHS 30 min)
CNDP / SIRPA / Larousse, 1994
•***La Seconde guerre mondiale***
(VHS 20 min)
CNDP/ la 5e/ Palette

Sigles utilisés dans la bibliographie

BDIC: Bibliothèque de documentation internationale contemporaine
CNDP: Centre national de documentation pédagogique
CNRS: Centre national de recherches scientifiques
CNCVR: Confédération nationale des combattants volontaires de la Résistance
FNDIR: Fédération nationale des déportés et internés de la Résistance
FNDIRP: Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes
FNSP: Fondation nationale des sciences politiques
IHTP: Institut d'histoire du temps présent
PEMF: Publications de l'école moderne française
PUF: Presses universitaires de France
UNADIF: Union nationale des associations de déportés, internés et familles de disparus

Remerciements

Ce dossier documentaire a été préparé par Frantz Malassis sur un texte rédigé par un comité composé de : Corinne Jaladieu, Frantz Malassis, Jacques Moalic, Maurice Voutey.
Ont activement participé à la mise au point définitive de ce dossier : Christine Levisse-Touzé, Michel Alliot, Alain Groell, Marcel Jaurant-Singer, René Joffrès, Yves Lescure et Nicolas Theis.
Les Fondations « Charles de Gaulle », « de la Résistance » et « pour la Mémoire de la Déportation » les en remercient très vivement.

Tiré à 60 000 exemplaires, il est distribué aux chefs d'établissements publics et privés sous contrat de Métropole et des DOM-TOM (lycées d'enseignement général et technologique, lycées professionnels et collèges), aux établissements d'enseignement agricole, aux établissements relevant du Ministère de la Défense et aux lycées français à l'étranger.
Plusieurs dizaines de brochures ont, par ailleurs, été adressées aux Inspections d'académie à l'attention des candidats et des enseignants qui en souhaiteraient d'autres exemplaires.

Rappelons que ce document est envoyé aux Inspecteurs d'académie, aux Inspecteurs pédagogiques régionaux, aux Centres Départementaux et Régionaux de Documentation Pédagogique, aux Présidents des Conseils régionaux et généraux, aux Préfets de région et de département, aux Directeurs départementaux et régionaux de l'Office National des Anciens Combattants, aux membres du Jury national et des jurys départementaux du Concours National de la Résistance et de la Déportation ainsi qu'aux musées de la Résistance et de la Déportation.
Ce document sera diffusé également à tous les lecteurs de la « lettre de la Fondation de la Résistance », et à ceux de « Mémoire Vivante » qui en feraient la demande.

Il a été établi en coordination et avec l'aide du Ministère de l'Éducation Nationale, du Secrétariat d'État à la Défense chargé des Anciens Combattants (Direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives), de l'Assemblée Nationale, du Sénat, du Mémorial du Maréchal Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris - Musée Jean Moulin (ville de Paris), de l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie, et avec la participation des associations et organismes suivants :
• ADIR Association Nationale des Anciennes Déportées et Internées de la Résistance • AFMD Association des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation • Amicale des Anciens de Dachau • Amicale d'Auschwitz • Amicale de Buchenwald-Dora • Amicale de Buna-Monowitz • Amicale de Dora-Ellrich • Amicale de Flossenbürg • Amicale de Mauthausen • Amicale de Neuengamme • Amicale d'Oranienburg-Sachsenhausen • Amicale des Réseaux Action de la France Combattante • ANACR Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance • ANCVR Association Nationale des Combattants Volontaires de la Résistance • ANMRF Association Nationale des Médaillés de la Résistance Française • Association Libre Résistance • CAR Comité d'Action de la Résistance • CNCVR Confédération Nationale des Combattants Volontaires de la Résistance • FNDIR Fédération Nationale des Déportés Internés de la Résistance • FNDIRP Fédération Nationale des Déportés Internés Résistants et Patriotes • Fondation de la France Libre • MER Association « Mémoire et Espoirs de la Résistance » • ORA Organisation de la Résistance de l'Armée • UNADIF Union Nationale des Associations de Déportés, Internés et Familles de disparus.

Les trois Fondations remercient aussi les associations et organismes qui apportent une contribution pédagogique à la préparation du Concours National de la Résistance et de la Déportation par la réalisation d'un dossier spécifique, et en particulier : le Musée de la Résistance nationale de Champigny, le Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon, le Musée Départemental de la Résistance et de la Déportation de Toulouse, la FNDIRP, la FNDIR-UNADIF.
La diversité des sources documentaires ainsi offertes aux candidats leur permettra, par leur complémentarité, d'aborder les thèmes proposés sous des aspects multiples et ainsi d'enrichir leur réflexion.

Il faut signaler enfin l'action des associations suivantes qui proposent aux lauréats de poursuivre des études et des recherches initiées lors de leur participation au Concours et les encouragent à entreprendre avec elles leur approfondissement :
- Association « des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation » 31, Boulevard Saint Germain 75005 Paris. Tél. : 01 43 25 84 98, fax : 01 43 29 58 92 ;
- Association « Mémoire et Espoirs de la Résistance » 16/18 place Dupleix. 75015 Paris. Tél./fax : 01 45 66 92 32 ;
- Association nationale des lauréats du Concours de la Résistance et de la Déportation. Edward Arkwright, 6 avenue de Camoëns, 75116 Paris. Tél. : 01 45 27 12 56.

Crédits photographiques : **Illustration de couverture** Affiche polychrome signée Knopf imprimée à Manchester pour les Français Libres (D.R.) • **Bibliothèque de Documentation Internationale contemporaine** montage p. 18 (bas à gauche) • **Collection du Centre de Documentation Juive Contemporaine** p. 6 (photo N° 4) • **Collection F.N.D.I.R.P** p. 31(pour la photo d'André Tollet) • **Collection Fondation de la Résistance** p. 22 (don de l'association Résistance-Fer), p. 23 (bas gauche) • **Collection Ministère de la Défense - S.G.A./D.M.P.A.** p. 5, p. 6 (photos N° 1, 2, 3, 5, 6, 7), p. 7, p. 8 (bas), p. 9, p. 10, p. 11, p. 13 (colonne du milieu), p. 14 (bas), p. 15, p. 16, p. 17, p. 18 (haut), p. 19, p. 21, p. 23 (haut gauche), p. 24, p. 25 (colonne de gauche), p. 26 (photos N° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7), p. 27, p. 29, p. 31 (haut), photo Dieuzaide p. 14 (haut) • **Musée d'Histoire Contemporaine** p. 8 (haut) • **Collection Musée de l'Ordre de la Libération - Paris** p. 26 (affiche) • **Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon** p. 13 (colonne de droite) • **Service photographique de l'armée américaine, fonds iconographique des Archives Municipales de Chartres** p. 13 (haut) • **Ville de Lyon - Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation** p. 23 (colonne de droite) • **D.R.** p. 4, p. 25 (colonne de droite), p. 30, p. 31.

Éditeur : Fondation de la Résistance - Hôtel National des Invalides, Corridor de Metz, escalier K, 75700 Paris 07 S.P. • Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République - **Téléphone** : 01 47 05 73 69 - **Télécopie** : 01 53 59 95 85 - **Email** : fondresistance@post.club-internet.fr • **Directeur de la publication** : Jean Mattéoli, Président de la Fondation de la Résistance - **Rédacteur en chef** : François Archambault, secrétaire général de la Fondation de la Résistance • **Maquette, photogravure et impression :** SEPEG International, 75015 Paris • Revue trimestrielle - Abonnement pour un an : 100 F - Numéro spécial : 20 F - Commission paritaire n° 4124 D73AC - ISSN 1263-5707.